

Perspectives du commerce mondial et statistiques

Mars 2026



À propos de l'OMC

L'Organisation mondiale du commerce est l'organisme international qui s'occupe des règles régissant le commerce entre les Membres de l'OMC. Sa principale fonction est de favoriser autant que possible la bonne marche, la prévisibilité et la liberté des échanges, et d'assurer des conditions égales entre tous ses Membres.

Avertissement

La présente publication a été établie par le Secrétariat de l'OMC sous sa propre responsabilité. Elle ne reflète pas nécessairement les positions ou opinions des Membres de l'OMC et elle est sans préjudice de leurs droits et obligations au titre des Accords de l'OMC. Les opinions exprimées et les arguments employés dans le présent document n'ont pas pour objet de donner une quelconque interprétation juridique ou faisant autorité des dispositions des Accords de l'OMC et ne seront en aucun cas lus ou compris comme ayant une quelconque incidence juridique. Les termes et illustrations utilisés dans la présente publication ne constituent ni n'impliquent une prise de position de la part du Secrétariat de l'OMC quant au statut ou aux frontières d'un territoire.

Remerciements

Le présent rapport a été établi sous la responsabilité de Robert Staiger, Économiste en chef et Directeur de la Division de la recherche économique et des statistiques à l'OMC.

Coleman Nee, Barbara D'Andrea Adrian, Ksenia Koloskova et Marc Auboin ont été les principaux contributeurs.

Le chapitre analytique a été rédigé par Tomasz Gonciarz et Thomas Verbeet.

Des contributions additionnelles sous la forme de production statistique, de modélisation ou de textes ont été fournies par Eddy Bekkers, Michael Blanga-Gubbay, Shradha Bhatia, Lori Chang, Fabio Della Coletta, Florian Eberth, Kathryn Lundquist, Yann Marcus, Théo Mbise, Cédric Pene, Donal Smith, Corey To et Dayong Yu.

Helen Swain, Anthony Martin et Jean-Marie McAdams, de la Division de l'information et des relations extérieures, ont apporté un précieux soutien pour l'édition et l'élaboration du rapport.

Table des matières

1. Résumé analytique	2
2. Perspectives du commerce mondial en 2026 et 2027	4
Évolution du commerce en 2025 et prévisions pour 2026 et 2027	4
Facteurs macroéconomiques	8
3. Prévisions commerciales en profondeur	9
Commerce des marchandises	9
Services commerciaux	14
Indicateurs liés au commerce	16
4. Commerce en valeur	18
Commerce des marchandises	18
Services commerciaux	27
5. Chapitre analytique : Part du commerce mondial effectué sur la base du principe de la nation la plus favorisée (NPF)	33
6. Tableaux de l'appendice	39
Tableau 1 de l'appendice : Commerce mondial des marchandises : principaux exportateurs et importateurs, 2025	39
Tableau 2 de l'appendice : Commerce mondial des marchandises : principaux exportateurs et importateurs, à l'exclusion du commerce intra-UE, 2025	40
Tableau 3 de l'appendice : Services commerciaux : principaux exportateurs et importateurs, 2025	41
Tableau 4 de l'appendice : Services commerciaux : principaux exportateurs et importateurs, à l'exclusion du commerce intra-UE, 2025	42
Tableau 5 de l'appendice : Services fournis par voie numérique : principaux exportateurs et importateurs, 2025	43
7. Bibliographie	44

Résumé analytique

- **Le commerce mondial devrait ralentir en 2026 après avoir connu une progression plus forte que prévu l'année dernière. Dans notre scénario de référence, la croissance du volume du commerce mondial des marchandises ralentirait, tombant de 4,6% en 2025 à 1,9% en 2026, avant de remonter à 2,6% en 2027. Selon le même scénario, le volume du commerce des services connaîtrait un fléchissement et reculerait de 5,3% en 2025 à 4,8% en 2026, avant de s'établir à 5,1% en 2027.**
- **En 2025, le commerce mondial des marchandises et des services a atteint environ 4,7%, dépassant la croissance du PIB mondial, qui s'est établie à 2,9%. En 2026, le commerce des marchandises et des services ainsi que le PIB devraient progresser plus ou moins au même rythme (2,7% pour le commerce, 2,8% pour le PIB).**
- **La valeur en dollars EU courants du commerce mondial des marchandises, mesurée par les exportations, s'élevait à 2 626 milliards de dollars EU en 2025, soit 7% de plus qu'en 2024. Le commerce des services a atteint 956 milliards de dollars EU l'an dernier, soit une hausse de 8% par rapport à l'année précédente. Sur la base de la balance des paiements, le commerce des biens et des services s'est établi à 3 465 milliards de dollars EU en 2025, gagnant 7% en glissement annuel.**
- S'ils se maintiennent, les cours élevés du pétrole liés au conflit qui a éclaté récemment au Moyen-Orient pourraient amputer la croissance du commerce des marchandises (qui est de 1,9%) de 0,5 point de pourcentage en 2026. Inversement, la croissance pourrait aussi gagner 0,5 point de pourcentage si le commerce des produits liés à l'IA reste aussi dynamique qu'en 2025, mais il reste à voir lequel de ces facteurs sera prédominant pendant l'année.
- L'impact du conflit au Moyen-Orient sur le commerce des services pourrait être aussi fort que sur le commerce des marchandises et faire perdre 0,7 point de pourcentage à la croissance en 2026 à cause d'importants risques de détérioration pesant sur les transports et les voyages internationaux. Un conflit prolongé pourrait maintenir les coûts des transports et des combustibles à un niveau structurellement élevé, perturber les principales voies maritimes et aériennes et peser sur le tourisme régional et sur la demande mondiale en matière de voyages.
- Le volume du commerce mondial des marchandises a progressé de 4,6% en 2025, soit bien plus que notre projection d'octobre (2,4%), car la forte hausse de la demande de produits liés à l'IA – due à l'essor des investissements dans le secteur – a compensé les effets négatifs de la hausse des droits de douane et de l'incertitude accrue des politiques commerciales.
- Les prévisions de croissance du commerce des marchandises pour 2026, bien qu'inférieures au résultat de 2025, restent supérieures aux prévisions antérieures de 0,5%. Cette révision était due à l'amélioration des projections de croissance du PIB, aux anticipations de poursuite de la forte

progression du commerce lié à l'IA et à l'impact plus faible que prévu des droits de douane. Les récentes modifications apportées aux politiques commerciales en 2026 ont principalement pris la forme d'une substitution d'instruments juridiques plutôt que d'un changement de fond des obstacles tarifaires.

- De même, s'agissant des services, les projections actuelles de croissance pour 2026 sont supérieures de 0,4 point de pourcentage aux prévisions d'octobre 2025. Le ralentissement de la croissance observé en 2025 par rapport à 2023 et 2024 s'explique notamment par un fléchissement de la croissance des voyages – la reprise qui a fait suite à la pandémie étant pour l'essentiel arrivée à son terme – et par d'importantes révisions des données.
- Les importations de marchandises effectuées par l'Amérique du Nord en 2025 ont été marquées par de fortes anticipations (essentiellement limitées au premier trimestre) avant la hausse des droits de douane largement prévue. Les importations ont aussi bénéficié de politiques budgétaires expansionnistes et d'investissements liés à l'IA réalisés en Amérique du Nord par des entreprises « hyperscales », c'est-à-dire de très grands fournisseurs de services en nuage. À l'échelle mondiale, la croissance des importations a aussi été favorisée par une demande résiliente sur les marchés émergents et dans les économies en développement.
- Du côté de l'offre, les solides résultats à l'exportation des économies asiatiques ont été le principal moteur de la croissance du volume du commerce total des marchandises, à laquelle ils ont contribué à hauteur de 71 %. Certaines économies asiatiques ont compensé les possibilités d'accès aux marchés restreintes en Amérique du Nord en réorientant les approvisionnements vers les marchés émergents à croissance rapide (par exemple en Amérique du Sud et en Afrique). Les autres facteurs de solides résultats à l'exportation ont été l'augmentation – en lien avec les capacités – des exportations chinoises et la forte progression des courants commerciaux dans les chaînes de valeur liées à l'IA.
- En 2026, l'impulsion ponctuelle donnée par les anticipations ne se reproduira vraisemblablement pas, même si l'incertitude entourant les politiques commerciales reste à un niveau historiquement élevé. Par conséquent, dans le scénario de référence, la croissance du commerce mondial risque de ne pas être aussi rapide que prévu, mais elle devrait continuer à bénéficier de l'essor des investissements dans l'IA et des politiques monétaires et budgétaires expansionnistes.
- Les risques pesant sur les prévisions sont orientés à la baisse et sont principalement liés au conflit au Moyen-Orient et à la hausse connexe des prix de l'énergie, qui pourraient avoir de lourdes conséquences pour la production et le commerce, sauf s'ils sont de courte durée.
- Les risques haussiers concernent surtout les investissements liés à l'IA, qui ont contribué pour près de la moitié à la croissance du commerce des marchandises en 2025 et ont représenté jusqu'à 70 % du total des investissements productifs dans certaines régions du monde. Il reste à déterminer si les investissements dans le secteur resteront aussi importants en 2026 et au-delà.
- Dans un chapitre analytique spécial, les économistes de l'OMC estiment qu'actuellement, la part du commerce mondial qui est effectué sur la base du principe de la nation la plus favorisée (NPF) est tombée à 72 % après avoir fluctué tout au long de 2025 en raison des changements de politique sans précédent intervenus.

Le conflit au Moyen-Orient pèse encore davantage sur les perspectives de ralentissement du commerce

Perspectives du commerce mondial en 2026 et 2027

Évolution du commerce en 2025 et prévisions pour 2026 et 2027

La croissance du commerce mondial a été plus rapide que prévu en 2025, la forte hausse de la demande de produits liés à l'IA ayant compensé les effets négatifs de l'incertitude accrue des politiques commerciales et de la hausse des droits de douane. Jusqu'à récemment, les perspectives du commerce en 2026 et 2027 s'amélioreraient également, les projections du PIB et les indicateurs liés au commerce ayant été légèrement revus à la hausse. Toutefois, le récent conflit au Moyen-Orient a jeté le doute sur les perspectives à court terme de l'économie mondiale.

Les expéditions de pétrole passant par le golfe Persique, qui représentaient en 2024 environ 20% de la consommation mondiale de pétrole liquide, ont été fortement réduites par le conflit, entraînant une forte hausse des prix du pétrole susceptible de peser lourdement sur le commerce des marchandises en 2026. La région est également une plaque tournante majeure pour les transports et les voyages, dont la perturbation pourrait avoir une incidence notable sur le commerce des services. Dans le présent rapport, les économistes de l'OMC se sont efforcés d'évaluer les effets du conflit sur le commerce des marchandises et des services en s'appuyant sur le peu de renseignements disponibles ; toutefois, de telles estimations sont incertaines par définition et doivent être interprétées avec prudence.

Le volume du commerce mondial de marchandises a augmenté de 4,6% en 2025, soit une valeur supérieure à la progression de 2,4% prévue dans les Perspectives du commerce mondial et statistiques publiées en octobre 2025, mais proche du scénario de référence sous-jacent.¹ Avant le début du conflit actuel au Moyen-Orient, on

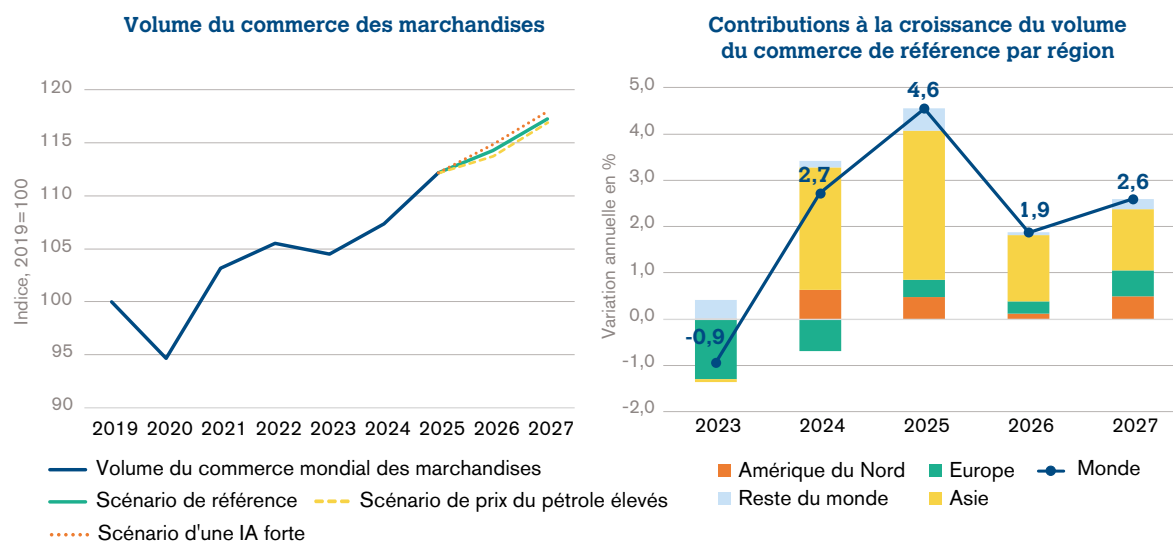
s'attendait à un ralentissement de la croissance du commerce des marchandises de 1,9% cette année, suivi d'une remontée à 2,6% l'année prochaine (voir le graphique 1). Toutefois, si le choc pétrolier provoqué par le conflit venait à durer, la croissance du volume du commerce mondial des marchandises pourrait ralentir à 1,4% cette année avant de se hisser à 2,8% l'année prochaine. En revanche, les prévisions pourraient aussi être revues à la hausse si le conflit était de courte durée et si les dépenses liées à l'IA restaient élevées tout au long de 2026 et en 2027, auquel cas le taux de croissance du commerce des marchandises pourrait atteindre 2,4% cette année et 2,7% l'année prochaine.²

En 2025, pour la deuxième année consécutive, les économies asiatiques ont le plus contribué à la croissance totale du volume du commerce mondial (mesurée par la somme des exportations et des importations), représentant 3,2 points de pourcentage sur 4,6, soit 71% de l'augmentation totale. Outre l'essor des investissements liés à l'IA, le commerce a été soutenu en 2025 par la résistance de la demande sur les marchés émergents, par des politiques budgétaires et monétaires expansionnistes dans les économies avancées et, au premier semestre, par l'anticipation des importations en Amérique du Nord en prévision de l'imposition de droits « réciproques » par les États-Unis. L'Europe a également contribué positivement à la croissance du commerce mondial en 2025, après deux années de contraction tant des exportations que des importations. D'autres régions, parmi lesquelles l'Amérique du Sud, la Communauté d'États indépendants (CEI), l'Afrique et le Moyen-Orient, ont également apporté une contribution positive.

Le graphique 2, qui montre l'évolution trimestrielle du volume du commerce des marchandises jusqu'à la fin de 2025, illustre l'ampleur des anticipations

Graphique 1 : Croissance du commerce mondial de marchandises en volume, 2019-2027

Indice, 2019 = 100 et variation annuelle en %



Note : Le commerce désigne la moyenne des exportations et des importations. Les chiffres pour 2026 et 2027 sont des projections.

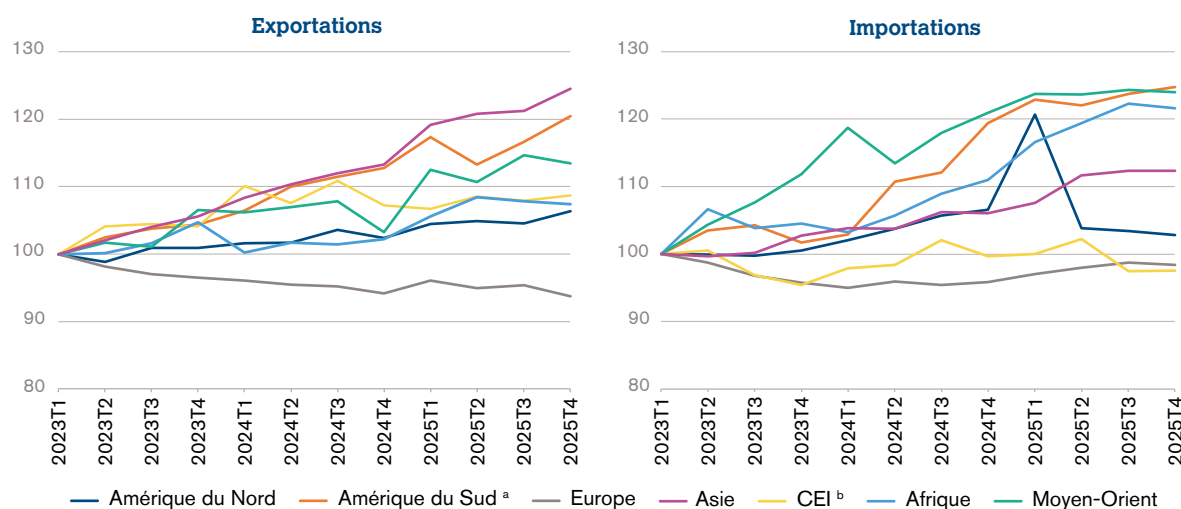
Sources : OMC pour les statistiques commerciales rétrospectives. Estimations du Secrétariat de l'OMC pour les prévisions commerciales.

en prévision des hausses de droits de la part des États-Unis l'année dernière. L'augmentation des importations en Amérique du Nord, principalement tirée par l'or et les produits pharmaceutiques, s'est en grande partie limitée au premier trimestre de 2025. La croissance des importations dans la région a ralenti après l'entrée en vigueur des droits plus élevés en milieu d'année, sans toutefois

s'effondrer, soutenue par l'augmentation des flux entrants de biens nécessaires à l'IA. Une autre évolution notable a été la résilience des exportations asiatiques en 2025, tirées non seulement par une hausse de 9,2% en Chine, mais aussi par Singapour, le Taipei chinois et la Thaïlande, qui ont tous enregistré une augmentation à deux chiffres du volume de leurs exportations.

Graphique 2 : Indices du volume des exportations et des importations de marchandises par région, 2023T1-2025T4

Indice corrigé des variations saisonnières, 2023T1 = 100



a Amérique du Sud, Amérique centrale et Caraïbes.

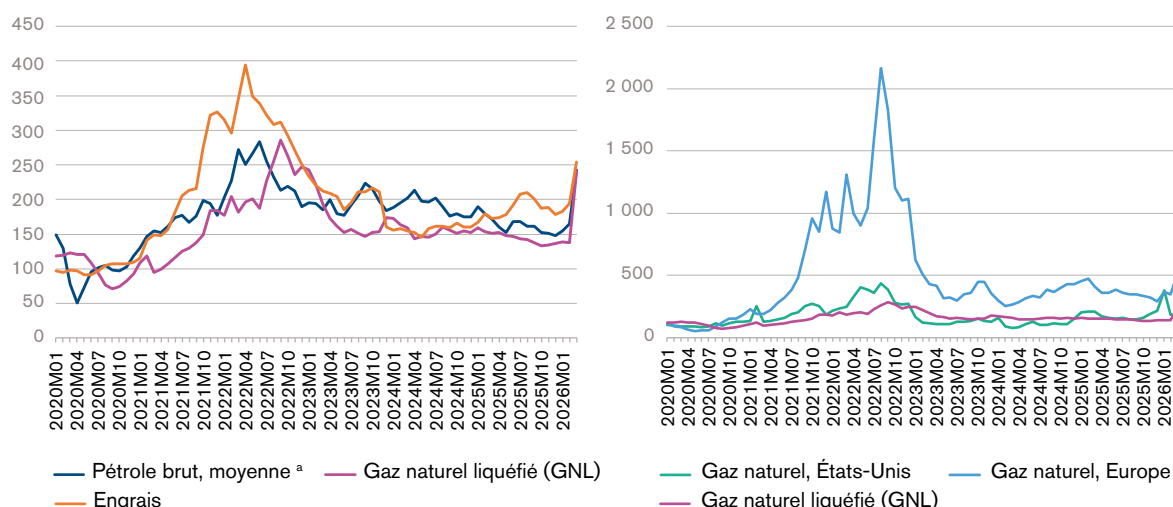
b Communauté d'États indépendants, y compris certains États associés et anciens États membres.

Note : Les indices trimestriels du volume du commerce des marchandises peuvent s'écarter légèrement des indices annuels en raison de différences dans la disponibilité des données et la méthodologie.

Source : OMC-CNUCED pour les statistiques commerciales rétrospectives.

Graphique 3 : Indices des prix mondiaux des produits de base, janvier 2020-mars 2026

Indice des valeurs en dollars EU, 2020 = 100



Notes : Le pétrole brut correspond à la moyenne des prix de référence du Brent, de Doubaï et de WTI (West Texas Intermediate). Le gaz naturel en Europe correspond au prix de référence de la TTF (Facilité de transfert de titres) des Pays-Bas. Le gaz naturel liquéfié (GNL) correspond au prix de référence JKM (Japan-Korea Marker), qui reflète la valeur des livraisons vers la Chine, le Japon, la République de Corée et le Taipei chinois. Les prix pour mars 2026 correspondent aux prix au 10 mars 2026.

Source : Banque mondiale, Primary Commodity Prices, OilPricecom

Avant le début du conflit au Moyen-Orient, la progression du volume du commerce devait s'accompagner d'une croissance du PIB mondial de 2,8% aux taux de change du marché en 2026 et 2027, contre 2,9% en 2025. Cela représentait une amélioration par rapport aux prévisions d'octobre 2025 du Secrétariat de l'OMC, qui tablaient sur une croissance de la production de 2,7% en 2025, retombant ensuite à 2,6% en 2026. Toutefois, la hausse des prix de l'énergie pourrait désormais freiner la croissance du PIB dans un grand nombre d'économies importatrices nettes de pétrole, ce qui entraînerait une réduction de la demande d'importation et des exportations à l'échelle mondiale.

Le graphique 3 montre l'ampleur de la hausse des prix des produits de base depuis le début du conflit au Moyen-Orient. Les prix du pétrole brut ont bondi à environ 90 dollars EU le baril (au 10 mars 2026), tandis que les prix du gaz naturel liquéfié (GNL) en Asie sont passés à environ 16 dollars EU par million de Btu (unités thermiques britanniques). Ces prix sont inférieurs aux records enregistrés en 2022 suite au déclenchement de la guerre en Ukraine, mais ils restent suffisamment élevés pour avoir une incidence sur l'économie mondiale. En supposant que les prix du pétrole brut et du GNL restent élevés tout au long de

l'année 2026 avant de se stabiliser en 2027, la croissance du PIB mondial ralentirait à 2,5% en 2026, soit une réduction d'environ 0,3 point de pourcentage, avant de remonter à 2,8% en 2027.

La perturbation des expéditions passant par le détroit d'Ormuz a non seulement réduit l'acheminement de pétrole à l'économie mondiale, mais elle a également entraîné une réduction de l'offre et une augmentation du coût des engrais, accentuant ainsi les pressions à court et à long terme sur la sécurité alimentaire. Étant donné que la région du Golfe est un exportateur majeur d'énergie et d'engrais, une interruption prolongée de l'approvisionnement pourrait se répercuter sur les systèmes alimentaires, exacerbant l'effet des restrictions à l'exportation préexistantes.

Outre l'Iran, des États du Golfe tels que le Royaume de Bahreïn, le Qatar et le Royaume d'Arabie saoudite exportent des quantités importantes d'engrais, y compris de l'urée et de l'ammoniac, un tiers environ de l'approvisionnement mondial passant par le détroit d'Ormuz. Certains grands producteurs agricoles sont particulièrement exposés. La perturbation des exportations de gaz naturel et les hausses de prix en découlant pourraient également affecter la production d'ammoniac, qui entre dans la production d'engrais azotés à l'échelle mondiale.

L'incidence de la hausse des prix des engrais, aggravée par celle des prix de l'énergie, sur les coûts de production des agriculteurs dépend de plusieurs facteurs, y compris le type d'exploitation, la situation géographique, les méthodes de production et les cultures spécifiques. Les prix des engrais pourraient inciter les agriculteurs à en réduire l'utilisation à court terme et, à plus long terme, à opter pour des cultures moins consommatrices d'intrants, telles que les oléagineux, plutôt que le blé ou le maïs. Les effets immédiats sur la production dépendront de l'hémisphère et du stade du cycle de production agricole, ainsi que des achats antérieurs et du niveau des stocks d'engrais. La crise actuelle pourrait également susciter des réponses politiques, telles que de nouvelles restrictions à l'exportation qui aggraveraient l'incidence sur l'offre, ou diverses formes de soutien aux agriculteurs pour amortir l'effet sur les prix.

Comme dans le secteur de l'énergie, un choc de l'offre sur les marchés des engrais devrait toucher tous les importateurs, car les économies qui s'approvisionnent traditionnellement en engrais dans la région du Golfe chercheront d'autres fournisseurs, transmettant ainsi le signal de prix à l'échelle mondiale. Certains grands producteurs agricoles sont particulièrement exposés. Par exemple, en 2025, les importations en provenance du golfe Persique représentaient 35% des importations d'urée au Brésil, 40% en Inde et 70% en Thaïlande.

Les économies du golfe Persique sont également fortement tributaires des importations d'aliments pour animaux et de denrées alimentaires, comme l'orge, le maïs, le soja et le riz. La dépendance à l'égard des importations dans la région est en moyenne égale à 100% ou proche de cette valeur, tandis qu'elle est de 80 à 90% dans le cas du blé. Bien qu'il existe d'autres voies d'approvisionnement pour ces économies, celles-ci entraîneraient probablement des coûts plus élevés.

S'agissant des prévisions concernant les services, le graphique 4 montre l'évolution du commerce des services commerciaux en volume jusqu'en 2025, ainsi que les projections jusqu'en 2027. Le graphique reflète le scénario de référence de prix stables et de croissance du PIB et ne tient pas compte de l'incidence du conflit au Moyen-Orient. Les services de transport et les services

relatifs aux voyages, en particulier, pourraient être affectés négativement par les perturbations liées aux conflits, ainsi que par la hausse des coûts des combustibles, ce qui entraînerait un ralentissement de la croissance du PIB mondial.

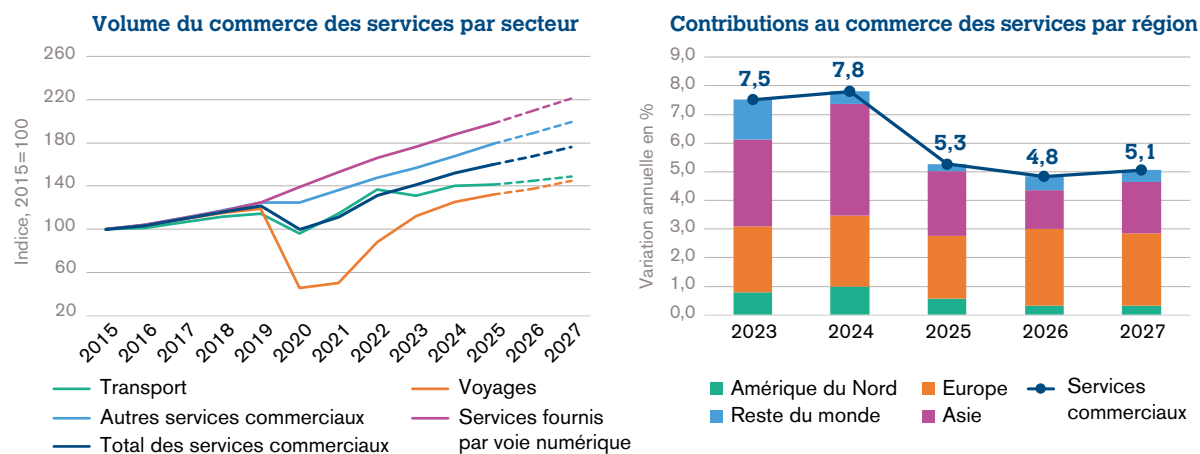
La partie de droite du graphique montre que la croissance du volume du commerce des services est tombée de 7,8% en 2024 à 5,3% en 2025 (principalement en raison du fait que la reprise des services relatifs aux voyages à la suite de la pandémie de COVID-19 était arrivée à terme). La croissance devrait ralentir encore pour s'établir à 4,8% en 2026, puis remonter à 5,1% en 2027. Elle pourrait encore baisser en 2026, pour atteindre environ 4,1%, si le conflit Moyen-Orient venait à entraîner un ralentissement de la croissance du PIB et s'il continuait de perturber les transports et les voyages dans la région. Parmi les secteurs de services, les transports et les voyages sont les plus sensibles aux cycles économiques mondiaux, tandis que d'autres services commerciaux, parmi lesquels les services fournis par voie numérique, le sont moins.

En 2025, l'Asie et l'Europe ont toutes deux contribué de manière similaire à la croissance du volume du commerce des services, la première région représentant 42% de la croissance et la seconde 43%. En outre, l'Europe devrait devenir le principal contributeur à la croissance du commerce des services en 2026, avec une contribution de 55% à la croissance mondiale, contre 28% pour l'Asie. Les contributions de l'Amérique du Nord et des autres régions resteront relativement modérées.

Le volume du commerce mondial de marchandises, tel qu'il ressort des statistiques douanières, tend à croître au même rythme que le commerce mondial de marchandises à prix constants (selon les statistiques de la balance des paiements). De même, le volume du commerce des services commerciaux et le commerce total des services ont tendance à croître à un rythme quasi identique. Dans ce cas, le commerce mondial des marchandises et des services aurait progressé d'environ 4,7% en 2025, soit une valeur bien supérieure à la croissance de 2,9% du PIB mondial aux taux de change du marché. Toutefois, la croissance du commerce des marchandises et des services devrait ralentir pour s'établir à 2,7% en 2026, soit un peu moins que la croissance de 2,8% prévue pour le PIB mondial.

Graphique 4 : Prévisions ajustées du volume du commerce des services commerciaux, 2015-2027

Indice, 2015 = 100 et variation annuelle en %



Note : Le commerce désigne les exportations. Les chiffres pour 2026 et 2027 sont des projections.

Source : Estimations de l'OMC.

Facteurs macroéconomiques

Malgré le choc tarifaire en 2025, les conditions macroéconomiques ont continué de soutenir le commerce mondial tout au long de l'année. Plusieurs facteurs ont contribué à la résilience de l'environnement macroéconomique, permettant une croissance du PIB réel de 2,9% aux taux de change du marché. La baisse de l'inflation globale (de plus de 2 points de pourcentage en deux ans), des politiques budgétaires favorables et une croissance salariale soutenue ont stimulé les revenus réels. Des facteurs régionaux ont également contribué à un rattrapage de la demande globale en Europe, après deux années de prix élevés de l'énergie qui avaient pesé sur l'activité industrielle et l'investissement. Les résultats à l'exportation de l'Asie ont été solides, y compris pour les produits nécessaires à l'IA, ce qui concorde avec la poussée de l'investissement dans ce secteur au niveau mondial.

L'incidence globalement négative des droits de douane a été moins importante que prévu initialement au début de 2025, en raison de leur suspension jusqu'en août, de mesures de rétorsion limitées et du fait que les taux effectifs étaient inférieurs aux taux légaux en raison de nombreuses exemptions. Les effets des droits de douane et l'incertitude ont façonné le profil atypique de la croissance du commerce mondial en 2025, la croissance plus forte du premier semestre reflétant

une « répercussion » limitée des droits de douane sur les prix des produits finaux en raison de leur suspension, ainsi que l'anticipation des échanges et des investissements en prévision de l'imposition de droits de douane « réciproques », et les stratégies de gestion des stocks. Au second semestre, la croissance mondiale a connu un ralentissement moindre que prévu en raison de la résilience de l'activité mondiale. Les données couvrant l'ensemble de l'année 2025 reflètent la tendance à moyen terme de la croissance, les économies en développement et les économies émergentes continuant de croître en moyenne à un rythme environ deux fois supérieur à celui des économies développées.

Avant le début du récent conflit au Moyen-Orient, on ne s'attendait pas à une évolution importante de la tendance mondiale de la croissance en 2026 et 2027, les taux de croissance du PIB réel devant rester proches de ceux observés en 2025 dans la plupart des régions. Toutefois, en fonction de la durée et de la gravité de ce conflit et de ses répercussions sur les prix de l'énergie, les taux de croissance du PIB pourraient tomber à 2,5% au niveau mondial, les effets négatifs se faisant le plus durement sentir dans les régions importatrices nettes d'énergie, à savoir l'Europe et, dans une moindre mesure, l'Asie. Dans le même temps, la dynamique générée par les investissements liés à l'IA en 2025 devrait continuer à stimuler l'investissement et la demande finale, compensant ainsi les effets négatifs de l'incertitude tarifaire

persistante, tandis que la réduction des stocks accumulés par les États-Unis en 2025 pourrait atténuer les répercussions du choc causé par les prix de l'énergie à l'échelle mondiale.

L'environnement politique à court terme continuera de soutenir la demande globale. À la fin de 2025, on s'attendait à ce que la baisse de l'inflation dans le monde offre des possibilités d'assouplissement des conditions monétaires. Toutefois, si le choc causé par les prix du pétrole et du gaz naturel en 2026 s'avérait important et durable, les banques centrales pourraient suspendre les baisses de taux et laisser perdurer des taux d'intérêt plus élevés plus longtemps afin d'éviter un ajustement des anticipations inflationnistes, voire augmenter ces taux si les pressions inflationnistes venaient à s'intensifier. Les politiques budgétaires des grandes économies resteront probablement expansionnistes afin de soutenir la croissance. Dans l'ensemble, les perspectives actuelles se caractérisent par une grande incertitude, les conditions macroéconomiques en 2026 dépendant de la solidité de l'essor de l'IA et des conséquences du conflit au Moyen-Orient sur les marchés de l'énergie.

Même en l'absence de perturbations sur les marchés de l'énergie, des risques importants et des fractures sous-tendent la stabilité des taux de croissance de référence à l'avenir. Les conditions d'investissement dépendent largement de l'essor de l'IA. Les investissements non liés à l'IA, en particulier dans le secteur manufacturier, devraient être moins importants. L'incertitude tarifaire et la hausse des coûts des intrants pourraient freiner l'investissement dans certaines régions, tandis que dans d'autres, les prix de production négatifs sont indicateurs d'une saturation des marchés. Les tensions commerciales pourraient persister si les déséquilibres extérieurs ne sont pas corrigés et continuent de s'aggraver. La littérature économique indique que l'aggravation des déséquilibres macroéconomiques croissants et, en particulier, l'élargissement des déficits commerciaux bilatéraux sont fortement corrélés au recours à des mesures de politique commerciale. Les habitudes de consommation pourraient être affectées si les incertitudes géopolitiques et politiques venaient à entraîner un comportement de précaution. Les cours boursiers élevés et les niveaux d'endettement importants, aussi bien dans les économies développées que dans les économies en développement, augmentent les risques de

corrections du marché fortes et instables, sous l'effet de la persistance de l'incertitude politique et des rivalités géopolitiques.

Les principaux risques pesant sur les prévisions pointent donc clairement vers une détérioration, le plus grand risque étant lié au prolongement du conflit au Moyen-Orient et à la hausse des prix de l'énergie qui en découlerait. Mais il existe également des facteurs plus favorables pour 2026, qui pourraient faire évoluer la situation dans un sens positif. Il s'agit notamment de la poursuite de l'essor de l'IA, financé davantage par des sources stables et moins par l'endettement (voir l'encadré 1).

Prévisions commerciales en profondeur

Commerce des marchandises

Le tableau 1 résume la croissance récente du volume du commerce des marchandises par région, y compris les prévisions pour 2026 et 2027. Il contient également des estimations consensuelles³ de la croissance du PIB aux taux de change du marché pour cette année et l'année prochaine, qui déterminent la demande d'importations et les exportations. Les données relatives au PIB actuellement disponibles ne reflètent pas la hausse des prix de l'énergie depuis le début du conflit au Moyen-Orient. Pour tenir compte de l'incidence du conflit, les économistes de l'OMC ont ajusté les chiffres du PIB existants sur la base d'une trajectoire hypothétique des prix du pétrole et du gaz naturel liquéfié (GNL) jusqu'en 2027. Il est ainsi possible d'étudier deux scénarios : 1) une prévision de référence correspondant au contexte préexistant de prix de l'énergie faibles, et 2) une prévision ajustée supposant des prix de l'énergie élevés.

Dans le scénario de référence, le PIB mondial progresserait de 2,8% en 2026, la croissance la plus forte se situant en Afrique (4,3%), en Asie (3,9%) et au Moyen-Orient (3,3%), suivis par l'Amérique du Sud (2,4%), l'Amérique du Nord (2,3%), la région de la CEI (1,8%) et l'Europe (1,6%). Cette évolution de la croissance du PIB se

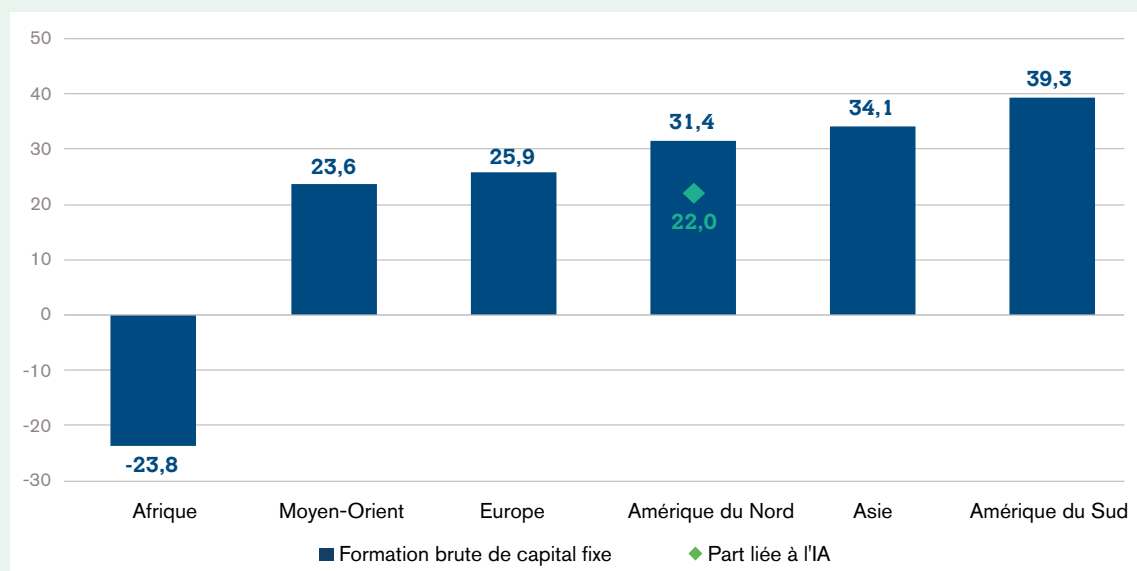
Encadré 1 : IA, droits de douane et intensité commerciale de la croissance des investissements

Les investissements liés à l'IA ont connu une croissance rapide et représentent désormais une grande partie de l'investissement global. Dans les comptes nationaux, l'investissement constitue généralement la deuxième composante du PIB, derrière la consommation. À ce titre, la croissance de l'investissement est un élément clé de la croissance du PIB à l'échelle mondiale (voir le graphique 5).

Au cours des trois premiers trimestres de 2025, bien que la contribution de l'investissement à la croissance ait été en phase avec sa moyenne historique d'environ 25 à 35%, sa composition a connu une évolution rapide et importante. En estimant l'investissement dans l'IA à partir des dépenses consacrées aux produits liés à l'IA, celui-ci a représenté environ 70% de la croissance de l'ensemble des investissements en Amérique du Nord au cours des trois premiers trimestres de 2025. Pour replacer cette valeur dans son contexte, entre 2004 et 2007, période marquée par une forte hausse des prix de l'immobilier, l'investissement résidentiel représentait en moyenne 30% de la croissance de l'investissement en Amérique du Nord. Autre signe de l'ampleur de l'IA, les centres de données, qui sont une composante importante de l'infrastructure de l'IA, ont attiré plus d'un cinquième de l'investissement étranger direct (IED) mondial entièrement nouveau (c'est-à-dire consacré à la construction d'installations neuves) en valeur en 2025 (CNUCED, 2026). La part de l'IA dans le capital-risque mondial témoigne également de sa croissance rapide. En 2025, les investissements en capital-risque dans les entreprises d'IA représentaient plus de 60% de l'ensemble des investissements en capital-risque, soit le double de la part de 2022 (OCDE, 2026).

Graphique 5 : Contribution de l'investissement à la croissance du PIB par région, 2025T1-2025T3

Variation en % en glissement annuel



Note : L'investissement dans l'IA est une approximation, du fait qu'il n'existe aucune mesure unique dans les comptes nationaux. L'absence de cadres normalisés et le manque de cohérence des données entravent la mise au point d'estimations fiables et comparables (Fonteneau *et al.*, 2025). Le graphique 5 distingue les investissements dans l'IA et ceux non liés à l'IA pour l'Amérique du Nord, car cette région a connu une croissance rapide des investissements dans ce domaine et dispose de données plus comparables pour établir une agrégation régionale. Les investissements liés à l'IA englobent les investissements dans le matériel informatique, les ordinateurs et le matériel périphérique, le matériel de communication et les logiciels.

Source : Calculs de l'OMC d'après les données économiques de la Réserve fédérale (FRED) ; les comptes nationaux trimestriels du Fonds monétaire international (FMI) ; Statistique Canada ; et Valverde (2025).

Les différences dans les méthodes d'enregistrement statistique et les niveaux de détail compliquent la comparaison de l'ampleur des investissements liés à l'IA dans les régions. Il est plus facile de comparer, comme approximation des différences d'investissement, la part des dépenses mondiales de capital-risque consacrées à l'IA. En 2025, l'Amérique du Nord représentait 76% du total mondial, suivie de l'Europe, de l'Asie et du Moyen-Orient avec respectivement 12%, 9% et 2% (OCDE, 2026). Toutes les autres régions représentent moins d'un demi-point de pourcentage.

La croissance des investissements liés à l'IA, qui représentent une part de plus en plus importante des investissements, pourrait stimuler l'intensité commerciale de la croissance. L'investissement est la composante du PIB ayant la plus forte intensité d'importations. Les estimations de la teneur en importations des principales composantes du PIB se situent généralement à environ 36% pour l'investissement, 28% pour la consommation et 12% pour les dépenses publiques (Auboin et Borino, 2022 ; Bussière *et al.*, 2009). Une modification de la composition de l'investissement a par conséquent des répercussions sur les flux commerciaux mondiaux. Un glissement de la construction vers les investissements dans l'IA, par exemple, augmenterait le volume des importations pour un niveau donné de croissance de l'investissement. La construction présente généralement une faible intensité d'importations, inférieure à 2% (Görg et Görlich, 2011). En revanche, l'analyse de l'intensité d'importations du matériel informatique et des investissements récents dans l'IA indique une intensité d'importations comprise entre 70 et 90% (Byrne et Pinto, 2015 ; Carpinelli *et al.*, 2026).

Outre la croissance de l'IA, les modifications tarifaires pourraient également avoir une incidence sur l'investissement. Les décisions relatives au lieu d'affectation de l'IED peuvent être influencées par les droits de douane, car ceux-ci peuvent modifier les incitations qui déterminent l'organisation optimale des chaînes de valeur de la production. Pour 2025, l'IED dans les secteurs exposés aux droits de douane et fortement intégrés dans les chaînes de valeur mondiales devrait diminuer de 25% (CNUCED, 2026). Les secteurs concernés comprennent les textiles, l'électronique et les machines. Un raccourcissement des chaînes de valeur devrait réduire l'intensité commerciale de la croissance.

répercuterait sur les importations de marchandises, l'Asie devant enregistrer la croissance en volume la plus rapide en 2026 (3,3%), suivie par l'Afrique (3,2%), l'Amérique du Sud (2,5%), l'Europe (1,3%) et le Moyen-Orient (1,0%). Les importations de l'Amérique du Nord devraient rester stables (0,3%), tandis que celles de la CEI devraient se contracter (-2,0%).

S'agissant des exportations, c'est l'Asie, encore, qui enregistrerait la croissance la plus rapide de toutes les régions (3,5%), à quasi-égalité avec l'Amérique du Sud (3,5%), suivies de l'Amérique du Nord (1,4%), de la CEI (1,3%) et de l'Afrique (1,2%). En revanche, les exportations du Moyen-Orient devraient ralentir fortement (0,6%) et celles de l'Europe devraient continuer de stagner (0,5%). La croissance du commerce reprendrait en 2027, conformément aux tendances à moyen terme.

Dans le scénario de prix de l'énergie élevés, la croissance du volume du commerce mondial de

marchandises ralentirait de 1,9% à 1,4%, soit une baisse de 0,5 point de pourcentage par rapport aux prévisions antérieures. Les régions dans lesquelles le pétrole représente une part importante des exportations (Moyen-Orient, région de la CEI, Afrique) verraient la croissance du volume de leurs importations augmenter parallèlement à la hausse de leurs recettes d'exportation, tandis que les régions importatrices nettes de pétrole (Asie, Europe) verraient la croissance de leurs importations ralentir.

Les prévisions de croissance du commerce des marchandises pour 2026, bien qu'inférieures au résultat de 2025, restent supérieures aux prévisions antérieures de 0,5% datant du mois d'octobre dernier. L'amélioration des perspectives s'explique notamment par la révision à la hausse des projections de croissance du PIB, les signes indiquant que le commerce lié à l'IA reste solide et un impact plus faible que prévu des droits de douane.

Tableau 1 : Volume du commerce des marchandises et croissance du PIB, 2022-2027

Variation annuelle en %

	Données historiques				Scénario de référence		Scénario de prix de l'énergie élevés	
	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2026	2027
Commerce mondial ^a	2,3	-0,9	2,7	4,6	1,9	2,6	1,4	2,8
Exportations								
Amérique du Nord	4,0	3,5	2,2	3,1	1,4	2,7	1,1	2,4
Amérique du Sud ^b	3,1	2,4	5,9	3,2	3,5	2,5	3,5	2,3
Europe	2,2	-2,9	-1,9	-0,5	0,5	1,9	-0,6	2,6
CEI ^c	-2,2	-4,0	4,7	3,0	1,3	-0,5	2,4	-0,2
Afrique	-2,4	5,8	-2,0	10,3	1,2	2,2	1,0	2,0
Moyen-Orient	3,8	7,6	4,6	12,9	0,6	2,6	-0,1	2,4
Asie	0,4	0,2	8,3	9,5	3,5	3,2	3,3	3,5
Importations								
Amérique du Nord	5,7	-2,0	4,6	3,1	0,3	3,2	0,2	3,2
Amérique du Sud ^b	3,7	-3,9	5,9	10,4	2,5	3,4	2,7	3,6
Europe	4,5	-4,9	-2,0	2,1	1,3	1,9	0,3	2,3
CEI ^c	-6,0	18,1	5,1	2,7	-2,0	0,1	1,4	-3,2
Afrique	6,2	2,8	1,5	8,7	3,2	3,7	4,2	3,2
Moyen-Orient	11,3	8,6	12,1	10,4	1,0	3,0	2,0	2,7
Asie	-0,8	-0,7	4,8	6,0	3,3	3,1	2,6	3,2
Croissance du PIB réel aux taux de change du marché								
Monde	3,4	2,9	2,9	2,9	2,8	2,8	2,5	2,8
Amérique du Nord	2,7	2,9	2,7	2,0	2,3	2,0	2,5	2,1
Amérique du Sud ^b	4,3	2,0	2,5	3,0	2,4	2,9	2,4	2,7
Europe	3,7	0,7	1,2	1,7	1,6	1,8	0,4	1,8
CEI ^c	-0,1	4,4	4,6	2,1	1,8	1,9	1,9	1,5
Afrique	4,1	3,2	3,3	4,2	4,3	4,4	4,5	4,2
Moyen-Orient	7,5	2,2	2,1	2,3	3,3	3,6	2,9	3,4
Asie	3,4	4,5	4,0	4,3	3,9	3,7	3,1	4,2
Postes pour mémoire :								
Commerce mondial, à l'exclusion des échanges intra-UE	2,2	-0,2	4,0	5,5	2,0	2,6	1,7	2,5
Exportations européennes, à l'exclusion des exportations intra-UE	0,2	-1,8	-1,6	-1,1	0,0	2,0	-1,1	2,1
Importations européennes, à l'exclusion des importations intra-UE	7,1	-5,8	-0,8	3,6	1,7	1,9	0,7	1,6
Exportations des pays les moins avancés	-1,9	6,5	5,0	11,7	2,9	2,8	2,2	2,6
Importations des pays les moins avancés	0,1	-0,4	3,1	9,4	4,5	5,6	5,4	4,1
PIB des pays les moins avancés	5,0	3,8	3,5	3,3	3,8	4,7	4,3	4,5

a Moyenne des exportations et des importations.

b Amérique du Sud, Amérique centrale et Caraïbes.

c Communauté d'États indépendants (CEI), y compris certains États associés et anciens États membres.

Note : Les chiffres relatifs aux exportations de l'Afrique, du Moyen-Orient, de la CEI et des pays les moins avancés pour 2025 sont des estimations de faible qualité en raison de données insuffisantes et devraient être interprétés avec prudence.

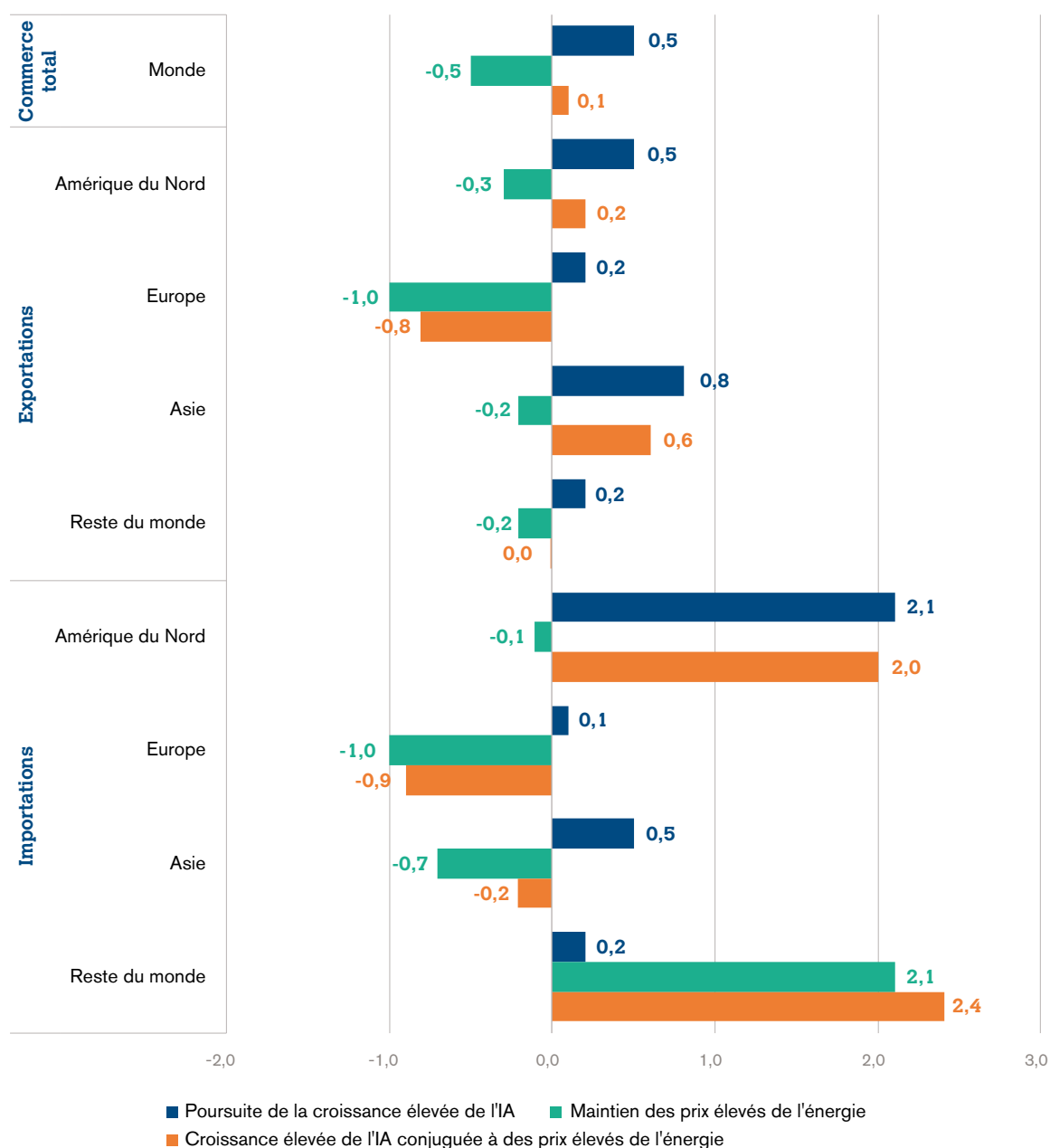
Sources : OMC-CNUCED pour les statistiques commerciales rétrospectives. Estimations de l'OMC pour les prévisions commerciales. Estimations consensuelles fondées sur les données de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Organisation des Nations Unies (ONU), les statistiques nationales et les calculs de l'OMC pour le PIB.

Les risques pesant sur les prévisions sont principalement liés au récent conflit au Moyen-Orient et constituent clairement des risques baissiers. Toutefois, les prévisions pourraient aussi être revues à la hausse si le conflit était de courte durée et si le commerce lié à l'IA restait élevé tout au long de 2026. À elle seule, la poursuite de la forte croissance du commerce des biens nécessaires à l'IA pourrait ajouter 0,5 point de pourcentage à la croissance du commerce mondial des marchandises en 2026 (voir le graphique 6). Il se peut aussi que

les risques de hausse et de baisse se matérialisent tous les deux si les prix de l'énergie restent élevés et que le commerce des marchandises nécessaires à l'IA continue d'augmenter. Dans ce cas, la croissance du commerce des marchandises en 2026 pourrait rester inchangée par rapport aux prévisions antérieures, même si les régions seraient toujours touchées différemment, avec une baisse des exportations en Europe et une hausse des importations dans les pays exportateurs de pétrole.

Graphique 6 : Évolution de la croissance du volume du commerce des marchandises selon différents scénarios, 2026

Écarts en points de pourcentage entre les taux de croissance



Source : Estimations du Secrétariat de l'OMC.

Commerce des services

Des prévisions pour le commerce des services en volume, lancées en avril 2025, viennent compléter les anciennes projections de l'OMC pour le commerce des marchandises. La croissance du volume du commerce mondial des services commerciaux a été exceptionnellement forte en 2023 et 2024, s'établissant à plus de 7%, en partie du fait que les services relatifs aux voyages continuaient de se remettre de la pandémie de COVID-19 (27,2% en 2023 et 11,7% en 2024). Les taux de croissance plus élevés dans les données historiques pour 2023 et 2024 reflètent également d'importantes révisions de la valeur des exportations de services par les principales nations commerçantes. Après avoir connu une hausse plus modérée de 5,3% en 2025, le commerce des services commerciaux devrait progresser de 4,8% en 2026 et de 5,1% en 2027, selon les prévisions de référence figurant dans le tableau 2.

Dans le scénario de référence, les exportations de services commerciaux du Moyen-Orient devraient augmenter de 6,5% et 5,6% en 2026 et 2027, soit la hausse la plus forte parmi toutes les régions. En Europe, les services commerciaux devraient

progresser de 5,5% en 2026, avant de retomber à 5,1% en 2027. Les économies asiatiques, qui ont enregistré une croissance à deux chiffres ces dernières années, notamment en raison de la reprise des voyages internationaux, devraient croître de 4,9% en 2026 et de 6,4% en 2027.

La croissance des exportations de services en Amérique du Nord devrait s'établir à 2,4% en 2026 et à 2,5% en 2027, soit un niveau inférieur à la moyenne mondiale. Les projections pour l'Amérique du Sud, l'Amérique centrale et les Caraïbes sont relativement plus positives, avec respectivement 3,4% et 3,8% en 2026 et 2027. Les exportations des économies africaines devraient progresser de 3,7% en 2026 et de 3,4% en 2027. La CEI connaîtra une croissance de 2,7% en 2026, qui sera ramenée à 1,2% en 2027.

Toutefois, dans le scénario ajusté, fondé sur des hypothèses révisées concernant le PIB qui tiennent compte de l'incidence du conflit au Moyen-Orient, le commerce des services enregistrerait une croissance moindre en 2026, à 4,1%. Cela correspond à une perte de 0,7 point de pourcentage pour 2026, avec un retour à une croissance de 5,2% en 2027.

Tableau 2 : Croissance du volume du commerce des services commerciaux, 2022-2027 ^a

Variation annuelle en %

	Données historiques			Scénario de référence		Scénario ajusté	
	2023	2024	2025	2026	2027	2026	2027
Exportations mondiales	7,5	7,8	5,3	4,8	5,1	4,1	5,2
Par région							
Amérique du Nord	5,6	7,2	4,2	2,4	2,5	1,3	1,5
Amérique du Sud ^b	7,6	6,8	4,0	3,4	3,8	3,1	4,1
Europe	4,4	4,9	4,5	5,5	5,1	4,9	4,8
CEI ^c	5,2	8,2	0,4	2,7	1,2	1,0	1,0
Afrique	16,5	8,5	5,9	3,7	3,4	1,7	2,8
Moyen-Orient	18,1	0,3	1,7	6,5	5,6	-9,2	26,2
Asie	12,6	15,4	8,3	4,9	6,4	5,8	7,2
Par secteur							
Transports	-4,2	7,3	0,5	2,6	2,8	1,0	2,7
Voyages	27,2	11,7	5,2	3,9	5,5	2,0	5,3
Autres services commerciaux	6,0	7,0	6,6	5,7	5,5	5,6	5,8
dont : services fournis par voie numérique	6,4	6,3	5,7	5,6	5,5	6,3	6,3

a Les chiffres pour 2026 et 2027 sont des projections. Le commerce désigne les exportations.

b Amérique du Sud, Amérique centrale et Caraïbes.

c Communauté d'États indépendants (CEI), y compris certains États associés et anciens États membres.

Source : Estimations du Secrétariat de l'OMC.

L'intensification des tensions géopolitiques au Moyen-Orient fait peser d'importants risques de détérioration sur les transports et les voyages internationaux. Selon les estimations préliminaires pour 2025, les économies du Moyen-Orient représentent 7,4% des exportations mondiales de services de transport et 8,4% des dépenses des voyageurs internationaux.

La région sert de corridor de transit clé entre l'Europe, l'Asie et l'Afrique et abrite des routes maritimes essentielles, notamment le détroit d'Ormuz, par lequel transite environ un cinquième des approvisionnements mondiaux en pétrole et en gaz naturel liquéfié. Les perturbations dans ce détroit – le trafic étant tombé de 138 navires par jour à presque zéro depuis le début du conflit au Moyen-Orient – ont déjà entraîné une flambée des prix de l'énergie et une augmentation des coûts de transport et d'assurance, susceptibles de contribuer à des pressions inflationnistes plus générales.

Les grands aéroports constituent des plaques tournantes importantes de la connectivité aérienne mondiale, facilitant les mouvements intercontinentaux de passagers et de transit. Entre le 28 février et le 9 mars 2026, le conflit régional en cours a entraîné l'annulation de plus de 40 000 des 72 000 vols réguliers à destination et en provenance du Moyen-Orient, selon les données de Cirium, une société d'analyse du secteur aérien (Abbas, 2026).

En outre, la région est également une plaque tournante majeure de la logistique et de la réexportation, abritant des ports et des zones franches soutenant le transbordement de conteneurs, les opérations de fret aérien et les activités de distribution dans le cadre des chaînes d'approvisionnement mondiales au-delà de l'énergie.

En cas de conflit de courte durée, l'incidence se limiterait probablement à un réacheminement temporaire du trafic aérien et maritime, à des baisses localisées de la demande de voyages vers les destinations touchées, à une volatilité à court terme sur les marchés de l'énergie et à des perturbations temporaires des activités dans les ports et les zones franches. Si les principaux corridors rouvrent rapidement, les flux de voyageurs

et les volumes d'échanges se redresseraient généralement au cours des trimestres suivants, limitant ainsi l'incidence globale sur la croissance annuelle.

Toutefois, un conflit prolongé accompagné de restrictions durables pourrait entraîner une hausse structurelle des coûts des combustibles et des transports, une baisse des activités de transbordement et une diminution du pouvoir d'achat des consommateurs. Au-delà des effets sur les prix, l'incertitude géopolitique pourrait peser sur la confiance des consommateurs et des entreprises, influencer sur la perception des risques et freiner la demande de voyages d'agrément. À terme, cela pourrait entraîner un changement dans les schémas mondiaux de voyage et de commerce au profit d'autres itinéraires et destinations perçus comme présentant un risque moindre.

Selon les prévisions ajustées, le Moyen-Orient connaîtra une contraction de 9,2% de ses exportations de services en 2026, soit une réduction de 15,7 points de pourcentage par rapport à la croissance attendue. Les prévisions pour toutes les autres régions sont revues à la baisse, à l'exception de l'Asie, où les exportations de services devraient progresser de 5,8%, soit près d'un point de pourcentage de plus que dans le scénario de référence.

Les perspectives pour 2026 selon le scénario ajusté sont modérées pour la région de la CEI (1,0%) et l'Afrique (1,7%). Pour cette dernière, cela représente un écart de 2,0 points de pourcentage par rapport au scénario de référence, qui prévoit une croissance de 3,7%. En Amérique du Nord, les exportations de services devraient augmenter de 1,3%. L'Amérique du Sud, l'Amérique centrale et les Caraïbes devraient être relativement moins touchées, avec une diminution de seulement 0,3 point de pourcentage en 2026. Les économies européennes devraient connaître une croissance supérieure à la moyenne mondiale, de 4,9%, soit la croissance la plus rapide derrière l'Asie.

En 2026, la croissance des transports ne devrait s'élever qu'à 1,0% en volume, contre une augmentation attendue de 2,6% dans le scénario de référence, mais elle devrait atteindre 2,7% en 2027. La croissance des voyages devrait retomber à 2,0%, soit un écart de 1,9 points de pourcentage

par rapport au scénario de référence, qui prévoit une croissance de 3,9%. En 2026, le secteur devrait rebondir, avec une hausse de 5,3%. Les autres services commerciaux resteront résilients, comme ce fut le cas lors des chocs passés. Leur croissance devrait atteindre 5,6% en 2026, soit seulement 0,1 point de pourcentage de moins que dans le scénario de référence. Les services fournis par voie numérique devraient continuer à se développer rapidement, avec une croissance de 6,3% en 2026.

Indicateurs liés au commerce

Certains indicateurs liés au commerce ont tendance à être en avance par rapport aux flux commerciaux réels, à être plus réactifs que les statistiques commerciales officielles, ou les deux. Deux de ces indicateurs – le transport de conteneurs et les nouvelles commandes à l'exportation d'après les indices des directeurs d'achat – donnent à penser que le commerce des marchandises et des services commerciaux est resté solide au cours des deux premiers mois de 2026. Ces indicateurs

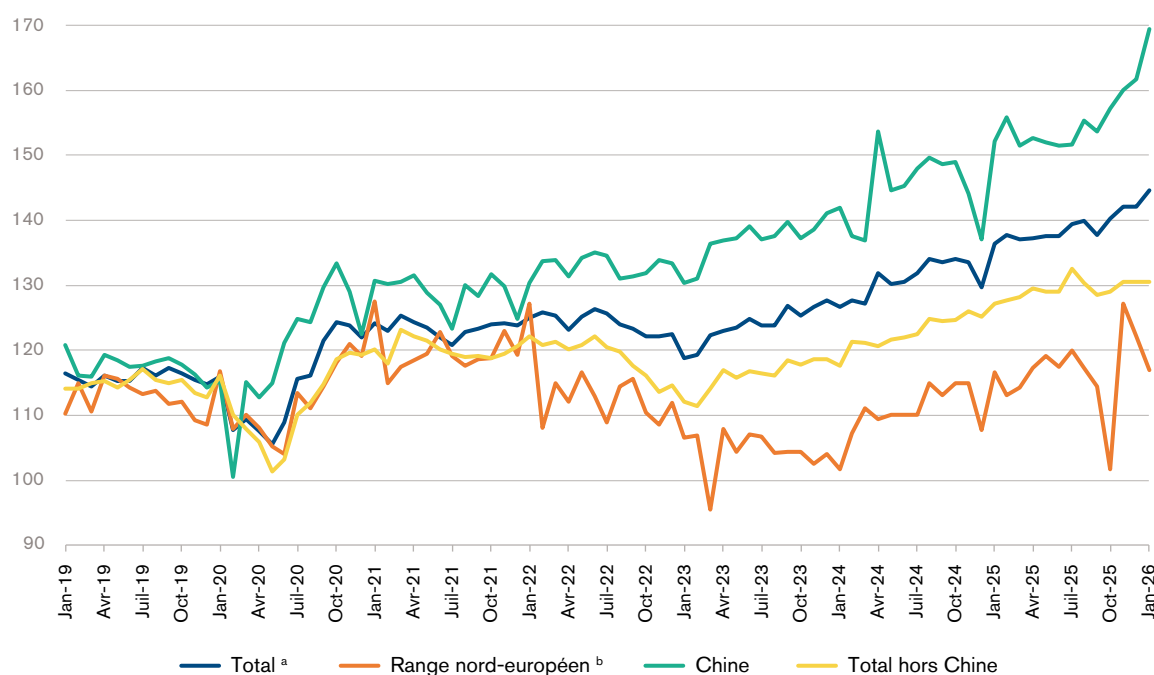
sont antérieurs au conflit au Moyen-Orient, ce qui signifie qu'ils pourraient reculer au cours des prochains mois.

Le trafic de conteneurs des principaux ports internationaux est un indicateur clé du volume du commerce mondial de marchandises, mais il est aussi étroitement lié à la composante transport du commerce des services. Le graphique 7 illustre l'évolution du trafic de conteneurs à l'aide de l'indice RWI/ISL du trafic mondial de conteneurs, qui mesure le trafic total de 90 ports internationaux représentant environ 65% du trafic mondial de conteneurs. L'indice corrigé des variations saisonnières s'élevait à 144,7 en janvier, en hausse de 6,1% en glissement annuel, soit un chiffre plus élevé que l'augmentation de 1,9% prévue pour cette année dans notre scénario de référence.

Cette hausse était principalement due au trafic des ports chinois, qui a progressé de 11,4% en glissement annuel en janvier. Dans le même temps, le trafic des ports dans le reste du monde n'a augmenté que de 2,7% par rapport à la même

Graphique 7 : Indice du trafic mondial de conteneurs, janvier 2019-janvier 2026

Indice corrigé des variations saisonnières, 2019 = 100



a Sur la base des données sur le trafic de 92 ports représentant environ 64% du trafic mondial de conteneurs.

b Résume le trafic des ports du Havre, de Zeebrugge, d'Anvers, de Rotterdam, de Brême/Bremerhaven et de Hambourg.

Source : RWI – Institut de recherche économique de Leibniz et Institut d'économie maritime et de logistique (ISL).

période de l'année dernière. Cela semble indiquer que les exportations chinoises sont restées solides au début de 2026. Le trafic des ports d'Europe du Nord s'est affaibli au cours de la même période, la croissance en glissement annuel du trafic de conteneurs n'atteignant que 0,3% en janvier (contre 13,4% en décembre).

Les indices des directeurs d'achat de S&P Global fournissent également des signes précoces de l'activité économique dans les différents pays ainsi qu'à l'échelle mondiale. La composante « nouvelles

commandes à l'exportation » de l'indice des directeurs d'achat constitue un indicateur avancé fiable du commerce mondial. Le graphique 8 montre l'évolution des indices des nouvelles commandes à l'exportation pour l'industrie manufacturière et les services, les valeurs inférieures à 50 indiquant une contraction et celles supérieures à 50 une expansion.

L'indice mondial des nouvelles commandes à l'exportation pour l'industrie manufacturière a atteint 51,4 en février, contre 48,7 en août de

Graphique 8 : Nouvelles commandes à l'exportation d'après les indices des directeurs d'achat

Indices de diffusion, base = 50



Note : Les valeurs d'indice inférieures à 50 indiquent une contraction, tandis que celles supérieures à 50 indiquent une expansion.

Source : Indices des directeurs d'achat des pays compilés par S&P Global.

l'année dernière, témoignant d'une croissance du commerce des produits manufacturés. L'indice des nouvelles commandes à l'exportation pour le secteur des services a également augmenté pour atteindre 50,6 en février, contre 49,3 en août, indiquant un rythme soutenu des activités d'exportation dans le secteur des services.

Les économies asiatiques, y compris la Chine, le Japon et la République de Corée, ont connu une accélération des commandes à l'exportation dans l'industrie manufacturière au cours des six derniers mois, tout comme le Royaume-Uni. S'agissant des services, l'Allemagne, la Chine, l'Inde et l'Irlande ont signalé une augmentation des commandes à l'exportation.

Commerce en valeur

Cette section présente les statistiques du commerce des marchandises et des services commerciaux en valeur en dollars EU courants (voir également les tableaux 1 et 2 de l'appendice pour des statistiques détaillées sur les principaux exportateurs et importateurs dans le commerce mondial de marchandises). Alors que les statistiques commerciales en volume donnent une estimation des quantités réelles de marchandises et de services échangés, les statistiques en valeur donnent des ventilations plus détaillées du commerce par partenaire et par produit ou secteur. Par ailleurs, les flux commerciaux de certaines économies ont tendance à être assez stables en volume – par exemple les exportations des producteurs de pétrole – tandis que leurs recettes et leurs coûts fluctuent considérablement en fonction de l'évolution des prix à l'exportation et à l'importation. Ces évolutions sont mieux représentées par les statistiques commerciales en valeur.

Commerce des marchandises

La valeur du commerce mondial des marchandises en dollars EU courants a augmenté de 7%⁴ en glissement annuel en 2025, soit une hausse supérieure à celle de 2024 (+2%) (voir le graphique 9). S'agissant de la période allant de janvier à novembre 2025,⁵ selon les estimations, les taux de croissance les plus élevés en glissement annuel concernaient les machines de bureau

et le matériel de télécommunication (+19% en glissement annuel), suivis par les autres machines (+9%) et les produits alimentaires (+7%). Parmi les principales catégories de produits présentées, seuls les combustibles et les produits miniers (-4%), dont les combustibles (-10%), la fonte, le fer et l'acier (-3%) et les produits de l'industrie automobile (-0,2%) ont enregistré des baisses en valeur. Cette évolution générale correspond globalement à la tendance annuelle de 2024, année au cours de laquelle ces mêmes groupes de produits avaient également diminué tandis que les autres produits avaient augmenté en valeur.

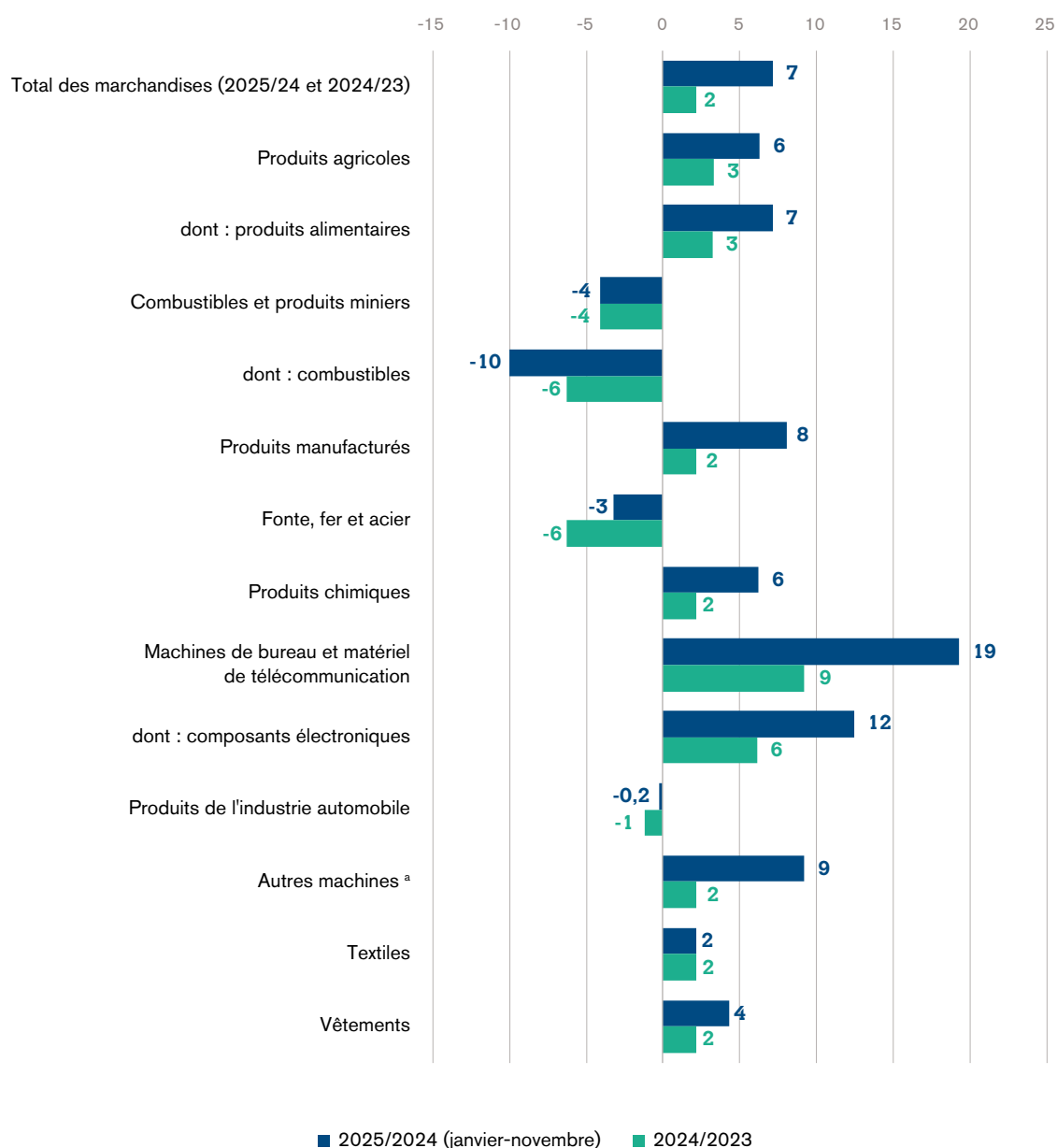
Le commerce mondial des combustibles a reculé de 10% en valeur, tandis que les prix ont baissé de 8% au cours de la même période, ce qui indique une légère contraction en volume. En revanche, le commerce mondial de l'or non monétaire (sous-position 71.08 du Système harmonisé (SH)) a bénéficié de hausses de prix à 2 chiffres en 2025, progressant de près de 50% entre janvier et novembre 2025.

Au niveau régional, la valeur des exportations de marchandises en 2025 a connu la plus forte hausse en Afrique (+10% en glissement annuel ; croissance notamment des exportations de cacao, de café/thé, d'or, d'engrais et de minerais, tandis que les exportations de fonte, fer et acier, de combustibles et de véhicules ont baissé), suivies par l'Asie (+9% ; croissance, entre autres, des exportations d'or, de machines, de graisses animales/végétales et de cuivre, et baisse des exportations de combustibles et de minerais) et l'Europe (+7% ; croissance des exportations d'or, de produits chimiques organiques, de machines et de produits pharmaceutiques, et baisse des exportations de combustibles, de fonte, fer et acier et de véhicules). Parmi ces régions, seule la Communauté d'États indépendants (CEI) a vu ses exportations diminuer (-3%). La majorité des importations de marchandises en provenance de la CEI étant constituée de combustibles et d'huiles minérales (plus de la moitié en 2025, contre plus de 60% en 2024), cette tendance coïncide avec l'évolution du commerce mondial des combustibles et des produits miniers (voir le graphique 9).

S'agissant des importations, les hausses les plus notables en glissement annuel ont été observées en Afrique (+9%), en Europe (+9%) et au Moyen-

Graphique 9 : Croissance en glissement annuel du commerce des marchandises par produit, 2025 (janvier-novembre pour la ventilation par produit) et 2024

Variation en % des valeurs en \$EU



a Inclut les machines et appareils électriques, les machines et appareils non électriques et le matériel de production d'électricité.

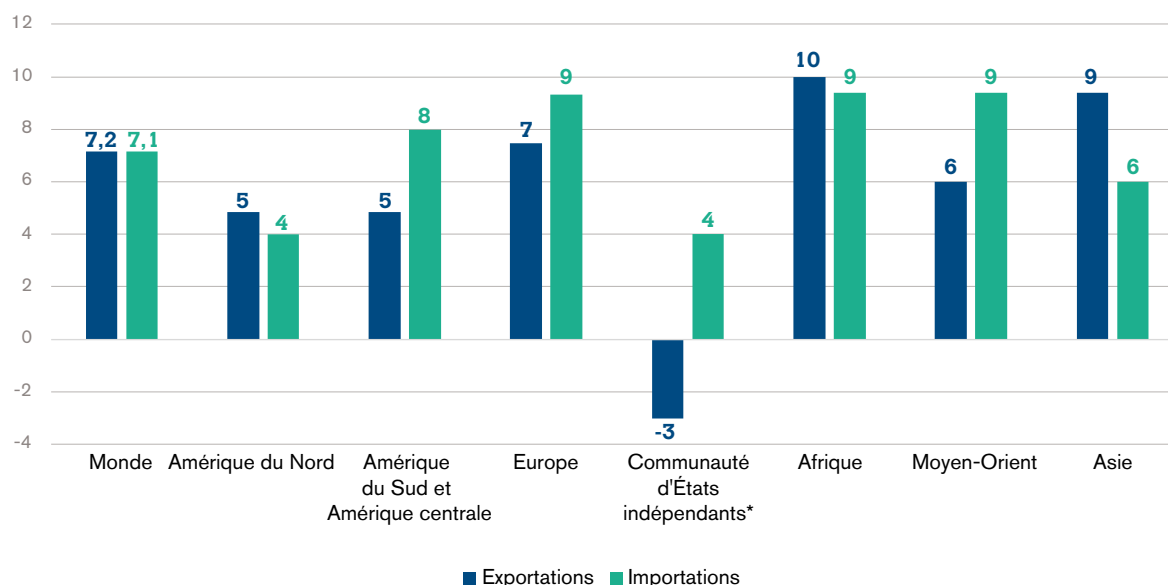
Source : OMC-CNUCED pour le commerce total des marchandises et estimations de l'OMC pour les produits.

Orient (+9%). Pour l'Afrique, les importations de navires/bateaux/structures flottantes, de véhicules, de graisses animales/végétales et de machines, en particulier, ont enregistré des hausses marquées. La croissance des importations européennes d'or, de produits pharmaceutiques et de produits chimiques organiques a été particulièrement forte, tandis que les importations de combustibles et de fonte, fer et acier ont baissé. Les importations

du Moyen-Orient ont augmenté notamment pour les aéronefs et leurs pièces, les céréales et l'or. Les importations de marchandises de la CEI ont connu la plus faible hausse (+4%) de toutes les régions, les importations d'or, de fonte, fer et acier, et de produits pharmaceutiques ayant augmenté, tandis que celles de vêtements, de véhicules et de matières plastiques, en particulier, ont diminué (voir le graphique 10).

Graphique 10 : Croissance du commerce des marchandises, par région, en 2025

Variation en % des valeurs en \$EU



* Y compris certains États associés et anciens États membres.

Source : OMC-CNUCED (monde)/OMC (régions).

Les cinq principaux exportateurs en 2025 ont tous enregistré une croissance nominale des exportations en glissement annuel ; Hong Kong, Chine arrivait en tête, avec +16,7%, suivie par l'Union européenne (+6,8%) et les États-Unis (+6,0%). La Chine (+5,5%) et le Japon (+4,4%) ont affiché des taux de croissance légèrement plus modestes.

Parmi les cinq principaux importateurs, la Chine a vu ses importations de marchandises rester stables (-0,01%) en 2025, tandis que celles des quatre autres pays ont augmenté en valeur : Hong Kong, Chine a enregistré une hausse de +18,1%, le Royaume-Uni de +15,7%, l'Union européenne de +7,2% et les États-Unis de +4,4%.

Les flux commerciaux de marchandises des pays les moins avancés (PMA) en dollars EU courants ont poursuivi en 2025 la tendance à la hausse observée en 2024, après avoir connu une contraction en 2023. Les exportations totales des PMA ont augmenté de 11% l'année dernière pour atteindre 309 milliards de dollars EU, après avoir progressé de 8% l'année précédente. Parmi leurs principaux produits exportés, le café/thé, le caoutchouc, le cacao, l'or et les minerais ont connu les plus fortes hausses, tandis que

les exportations de graines oléagineuses, de légumes et de combustibles ont diminué en valeur nominale. Parallèlement, les importations des PMA ont également augmenté de 11%, pour atteindre une valeur de 375 milliards de dollars EU, après avoir enregistré une hausse de 1% en 2024. La part des PMA dans les exportations mondiales de marchandises a atteint 1,21% en 2025, tandis que leur part dans les importations mondiales est passée à 1,44% (voir le graphique 11) cette même année, un nouveau record pour ces économies.

Dynamique des importations des États-Unis

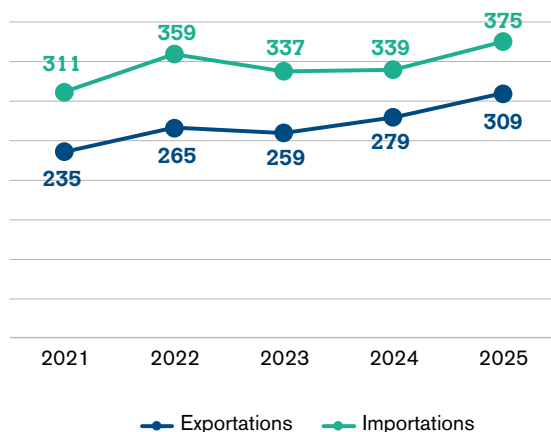
Le graphique 12 offre un aperçu transversal de l'évolution de la valeur des importations de marchandises aux États-Unis pour certains groupes de produits en 2025, en réponse à des changements sans précédent de l'orientation de la politique commerciale du pays.

Les tendances de la croissance ont été très inégales : seules les importations d'un petit nombre de catégories au niveau des positions à deux chiffres du SH ont affiché une croissance positive notable en glissement annuel, en particulier les métaux précieux (tirés par l'or), les produits chimiques organiques (tirés par les hormones, utilisés dans

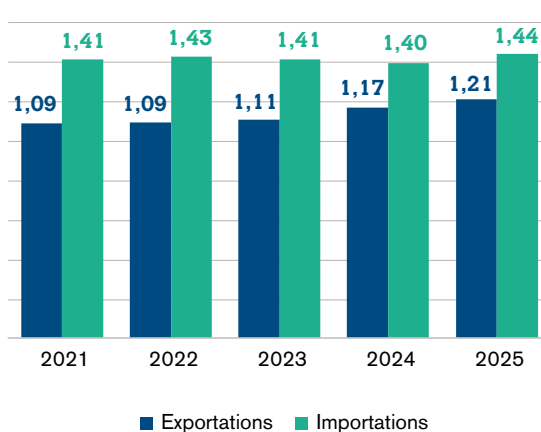
Graphique 11 : Commerce de marchandises des PMA, 2021-2025

Milliards de \$EU et parts en pourcentage

Commerce des marchandises des PMA, 2021-2025
Milliards de dollars



Commerce des marchandises des PMA, 2021-2025
Part dans le commerce mondial, %



Source : Estimations OMC-CNUCED.

les traitements contre l'obésité et le diabète), le cacao, certains métaux communs (cuivre, plomb) et les biens nécessaires à l'IA. Ces catégories, bien qu'importantes, représentent une part réduite de la valeur totale des importations, en particulier celles qui ne sont pas liées à l'IA. L'évolution positive des importations d'or et d'hormones a été largement tirée par l'effet d'anticipation au premier trimestre de 2025 et s'est dissipée plus tard dans l'année. Fait notable, une grande partie des groupes de produits au niveau des positions à 2 chiffres du SH ayant affiché une croissance positive en 2025 étaient exemptés des nouveaux droits de douane.

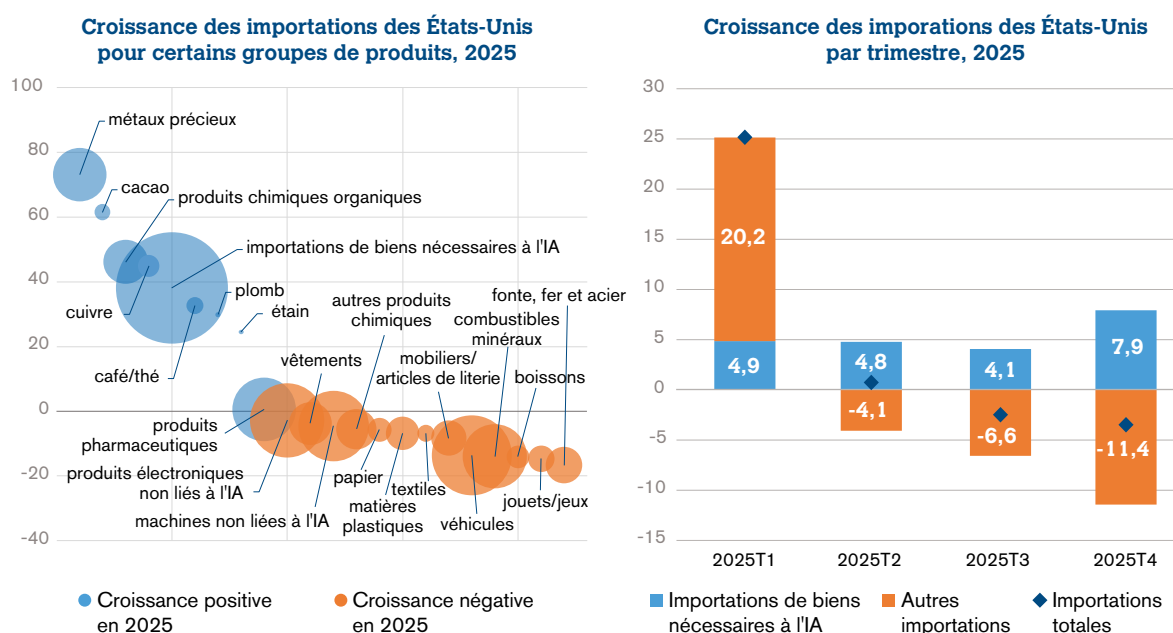
En revanche, plusieurs des principales catégories d'importation, parmi lesquelles les machines et les produits électroniques non liés à l'IA, ont enregistré des taux de croissance négatifs. Les écarts de résultats entre les biens nécessaires à l'IA et leurs groupes respectifs au niveau des positions à 2 chiffres du SH (84 et 85) soulignent une distinction structurelle entre ces biens et le reste des catégories liées à la technologie. En outre, un large éventail de biens de consommation et de biens intermédiaires – y compris les véhicules, les vêtements, les textiles, les jouets/jeux, les matières plastiques et les ouvrages en papier – a également connu une croissance négative, ce qui semble indiquer une baisse générale des importations des États-Unis en dehors d'une poignée de

produits de base et d'intrants liés à l'IA. Bon nombre de ces biens de consommation et biens intermédiaires ont affiché une croissance positive en glissement annuel au premier trimestre de 2025 en raison de l'effet d'anticipation. Leur croissance globalement négative pour l'année donne à penser que la faiblesse des importations des États-Unis au second semestre de 2025 ne résulte pas seulement d'une réduction des stocks accumulés en début d'année, mais pourrait également refléter l'incidence de la hausse des droits de douane.

Une forte contribution positive de l'IA à la croissance des importations, présentée dans le volet gauche du graphique 12, a été systématiquement observée pour tous les trimestres en 2025, ajoutant en moyenne plus de 5 points de pourcentage à la croissance totale des importations chaque trimestre. En revanche, les importations d'autres biens confirment les résultats annuels négatifs observés dans la description transversale de certains secteurs : après avoir fortement progressé au premier trimestre (+20,2 points de pourcentage), les contributions se sont inversées au deuxième trimestre et sont devenues nettement négatives aux troisième et quatrième trimestres (-6,6 et -11,4 points de pourcentage, respectivement). Sur l'ensemble de l'année, les importations américaines de biens nécessaires à l'IA ont augmenté de 38,3%, contribuant à hauteur

Graphique 12 : Valeur des importations de marchandises des États-Unis, 2025

Variation en pourcentage en glissement annuel des valeurs en dollars EU et contributions en points de pourcentage



Note : Les groupes de produits sont définis sur la base de la classification à 2 chiffres du Système harmonisé (SH), à l'exclusion des produits nécessaires à l'IA dans chaque groupe, qui sont définis sur la base de la liste des biens nécessaires à l'IA au niveau des positions à 6 chiffres du SH et regroupés dans un groupe de produits distinct. Les catégories de produits, qui sont basées sur plus d'un code à 2 chiffres du SH, sont définies comme suit : fer et acier (chapitres 72 et 73 du SH) ; vêtements (chapitres 61, 62 et 63 du SH) ; textiles (chapitres 50 à 60 du SH) ; autres produits chimiques (chapitres 28 à 38 du SH, à l'exclusion des chapitres 29 (produits chimiques organiques) et 30 (produits pharmaceutiques), qui sont indiqués séparément) ; ouvrages en papier (chapitres 47, 48 et 49 du SH) ; produits électroniques et machines non liés à l'IA (chapitre 85 et 84 du SH, respectivement), à l'exclusion des biens nécessaires à l'IA. La surface des bulles est proportionnelle à la valeur du commerce des États-Unis pour chaque groupe de produits en 2025. Les bulles bleues correspondent aux groupes de produits ayant enregistré une croissance positive en 2025, les bulles orange correspondent à ceux ayant enregistré une croissance négative.

Source : Estimations du Secrétariat de l'OMC.

de 5,4 points de pourcentage à la croissance globale des importations de 4,4 %, tandis que les importations d'autres biens ont reculé de 1,2 %, contribuant à hauteur de -1,0 point de pourcentage au total. Cette croissance annuelle de -1,2% inclut à la fois la forte anticipation au premier trimestre avant l'introduction des droits de douane et les résultats annuels positifs des importations de biens largement exemptés de droits de douane (autres que ceux liés à l'IA), ce qui donne à penser que la croissance des importations soumises aux droits de douane a été encore plus faible.⁸

Cette évolution dans le temps montre que les machines et produits électroniques non liés à l'IA et de nombreuses catégories de biens de consommation et de biens intermédiaires ont entraîné une contraction du milieu à la fin de l'année, qui a été plus forte que la contribution positive et

solide des biens nécessaires à l'IA au second semestre. Elle souligne également le fait que l'essor de l'IA, associé à l'anticipation au premier trimestre de 2025, a essentiellement soutenu la vigueur relative des importations des États-Unis pour l'année, masquant la dynamique à la baisse persistante dans des catégories d'importations plus larges. En outre, cette évolution trimestrielle témoigne d'une faiblesse des importations non liées à l'IA au début de 2026.

L'ensemble de ces éléments met en évidence deux dynamiques parallèles dans les importations des États-Unis : une contraction généralisée dans de nombreux segments des importations et des biens de consommation de l'industrie manufacturière non liés à l'IA, et une expansion structurelle, propre à certains secteurs, des biens nécessaires à l'IA qui se poursuit alors même que la plupart des autres catégories sont en recul.

La croissance des exportations chinoises et l'excédent commercial de la Chine

Les exportations chinoises ont fortement progressé en 2025, malgré des résultats très variables selon les destinations d'exportation. Les exportations totales de marchandises de la Chine ont augmenté de 5,5% en valeur, atteignant 3 770 milliards de dollars EU en 2025. La croissance en volume a été encore plus élevée, de 9,2% (en raison de la baisse des prix à l'exportation en Chine), et a contribué pour environ 1,3 point de pourcentage à la croissance totale des exportations mondiales en 2025 – environ 30% de la croissance totale. Cela n'est pas négligeable, dans la mesure où la part de la Chine dans la valeur totale des exportations mondiales s'est élevée en moyenne à 14,4% sur les trois dernières années.

La poussée des exportations chinoises s'explique en grande partie par l'accroissement des ventes vers l'Asie, l'Europe et plusieurs marchés émergents, qui a contribué à compenser la baisse de la demande des États-Unis. Les exportations vers les États-Unis ont fortement chuté, d'environ 20%, dans la continuité du déclin progressif du commerce de marchandises entre les États-Unis et la Chine observé ces dernières années. Les expéditions vers la Fédération de Russie ont également diminué de 10,4%. Dans le même temps, les exportations vers de nombreux autres marchés ont progressé. Les ventes vers l'Union européenne ont augmenté de 8,4%, tandis que les exportations à destination de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) se sont accrues de 13,4%. Une forte hausse des expéditions vers Hong Kong, Chine (+15,5%), l'Inde (+12,8%) et le Taipei chinois (+11,2%) a également été enregistrée. Les exportations vers l'ensemble de l'Asie ont augmenté d'environ 161 milliards de dollars EU (+10,6%) – pour la Chine, l'Asie reste le premier marché et celui qui croît le plus rapidement. Par ailleurs, les hausses les plus fortes de la demande ont notamment été enregistrées dans les régions en développement : les exportations vers l'Afrique ont bondi de 25,8%, et les expéditions vers l'Amérique du Sud ont augmenté de 11,8%.

Cette expansion notable des exportations vers plusieurs destinations est imputable à plusieurs facteurs. Elle reflète, entre autres, une réorientation

des échanges depuis le marché des États-Unis vers d'autres marchés où les marchandises chinoises sont soumises à des droits de douane plus bas. La baisse totale de la valeur des exportations vers les États-Unis en 2025 s'est chiffrée à environ 105 milliards de dollars EU, tandis que l'augmentation vers les autres destinations a été près de trois fois plus élevée – 301 milliards de dollars EU. Ces statistiques donnent à penser qu'il ne s'agit pas seulement d'un détournement des échanges. La capacité excédentaire de plusieurs branches de production a peut-être encouragé les entreprises chinoises à exporter davantage, souvent à des prix réduits, pour maintenir les niveaux de production dans un contexte de demande intérieure modérée. Ces prix plus bas ont favorisé une forte demande de produits manufacturés chinois, y compris des véhicules, des machines et des produits électroniques, dans les économies en développement. En outre, comme la Chine reste fortement intégrée dans les chaînes de valeur régionales, l'accroissement de ses exportations vers le reste de l'Asie reflète également le commerce d'intrants intermédiaires, la demande finale émanant d'autres régions du monde. Dans l'ensemble, les données semblent indiquer que, même si la demande d'exportations chinoises de l'Amérique du Nord s'est affaiblie, le commerce avec l'Europe, les régions en développement et les économies asiatiques a contribué à soutenir l'expansion du commerce mondial de la Chine.

Les importations de marchandises de la Chine ont globalement stagné en 2025 ; elles ont légèrement reculé de 0,01%, les baisses concernant surtout les fournisseurs des économies avancées (Europe et Amérique du Nord). En revanche, les achats en provenance d'Asie sont restés robustes, progressant de 2,8%. Les importations en provenance d'Afrique et d'Amérique latine ont également augmenté, témoignant du maintien de la demande d'énergie, de métaux et d'autres intrants basés sur les ressources.

La croissance notable des exportations, en particulier en volume, associée à une progression limitée des importations, a entraîné un accroissement considérable de la balance commerciale globale de la Chine en 2025. Celle-ci est passée de 993 milliards de dollars EU en 2024 à 1 190 milliards de dollars EU en 2025, soit un bond de près de 196 milliards de dollars EU (+19,8%). Cette

augmentation a été tirée principalement par la croissance des excédents commerciaux avec l'Europe, l'Asie et l'Afrique. L'excédent avec l'Asie a bondi de 125 milliards de dollars EU, car la Chine a affirmé sa position de fournisseur dominant de produits électroniques et de biens intermédiaires utilisés dans les chaînes de production régionales. La contribution de l'Europe a également été significative, l'excédent de la Chine avec cette région ayant augmenté de 73 milliards de dollars EU, tandis que l'excédent commercial de la Chine avec l'Afrique a progressé de 40 milliards de dollars EU. À l'inverse, l'excédent commercial de la Chine avec l'Amérique du Nord a diminué de 77 milliards de dollars EU, en raison d'un affaiblissement de la demande d'importations des États-Unis, tandis que les déficits de la Chine avec le Moyen-Orient et l'Amérique du Sud se sont restreints, du fait de la baisse des prix des combustibles.

Fragmentation du commerce mondial

Les données continuent de révéler une fragmentation des courants d'échanges mondiaux à la suite des chocs récents, dont la pandémie de COVID-19, la guerre en Ukraine et l'incertitude grandissante des politiques. Les économistes de l'OMC ont noté que la structure des échanges s'alignait de plus en plus sur les considérations géopolitiques. Depuis le début de la guerre en Ukraine, le commerce entre des blocs hypothétiques d'économies ayant des positions politiques similaires (d'après les tendances des votes à l'Assemblée générale des Nations Unies) a enregistré une croissance d'environ 4% plus lente que le commerce à l'intérieur de ces blocs.

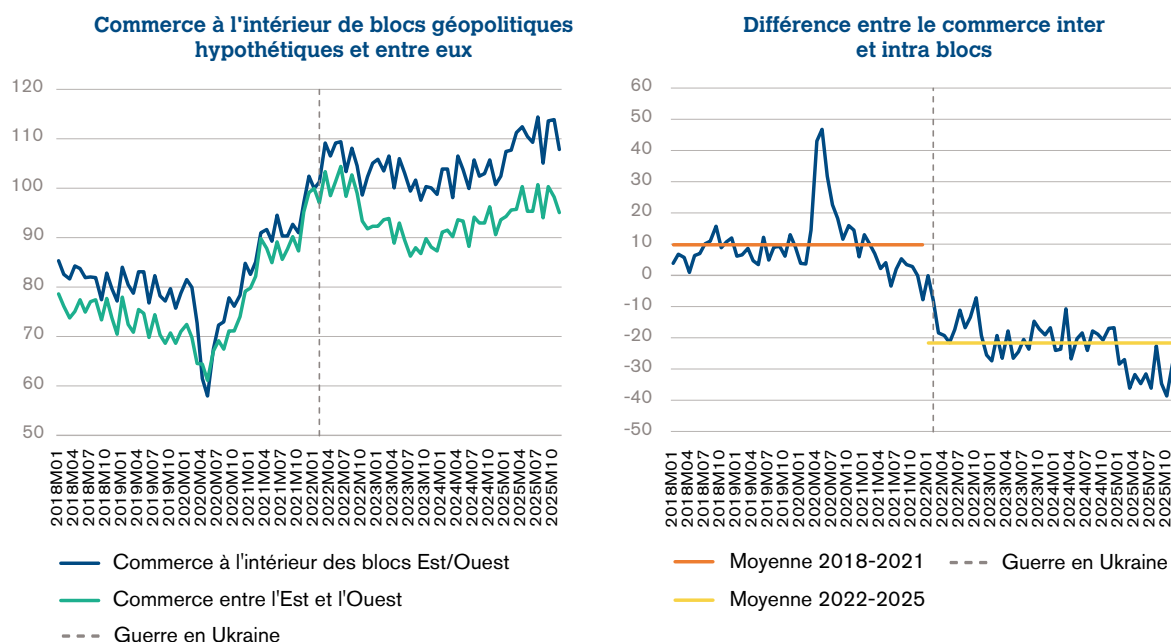
Si cet écart a commencé par se creuser, les divergences entre les flux commerciaux à l'intérieur des blocs et entre ces derniers semblent s'être stabilisées à partir de mi-2023 et 2024, les différences restant à peu près constantes et l'écart ne se creusant plus. Toutefois, les données disponibles pour 2025 indiquent une nouvelle augmentation de la fragmentation (voir le graphique 13). Contrairement à la première phase de divergences consécutive à l'éclatement de la guerre en Ukraine, cette évolution plus récente semble principalement imputable à l'intensification des tensions commerciales et à la poursuite du découplage des échanges entre les États-Unis et la Chine.

Si l'incertitude du commerce mondial continue de croître et de se propager, la pratique de délocalisation dans des pays amis, qui oriente les réseaux de chaînes d'approvisionnement vers des économies considérées comme des alliés économiques et politiques, pourrait perdre de l'élan, tandis que la poursuite du découplage des plus grandes économies du monde pourrait amplifier la fragmentation des échanges et l'étendre plus largement dans les différents groupes géopolitiques. Néanmoins, malgré ces évolutions, il n'y a toujours pas d'éléments de preuve manifestes d'une transition générale vers la régionalisation des réseaux de production ou leur relocalisation dans des pays voisins.

Les travaux de recherche de l'OMC mettent également en évidence des signes clairs de découplage entre les États-Unis et la Chine. Depuis 2018, l'intensification des tensions commerciales bilatérales, notamment les cycles successifs d'augmentation des droits de douane, a coïncidé avec un ralentissement marqué de la croissance du commerce entre les deux économies. Les économistes de l'OMC estiment que les échanges bilatéraux entre les États-Unis et la Chine ont progressé environ 30% plus lentement que le échanges de chaque économie avec le reste du monde entre 2018 et 2024, ce qui témoigne d'un affaiblissement notable des liens commerciaux directs entre les deux plus grandes économies du monde.

Les données de 2025 indiquent que cette tendance s'est encore intensifiée, dans le contexte de la poursuite des mesures de politique commerciale et des tensions géopolitiques persistantes. Les importations des États-Unis en provenance de la Chine ont diminué de 29%, faisant tomber la part de marché de la Chine de 13,8% à 9,3% rien qu'en 2025, soit une baisse de 4,4 points de pourcentage. Dans le même temps, les États-Unis ont considérablement accru leurs importations en provenance de plusieurs économies asiatiques, dont l'Inde, l'Indonésie, les Philippines, le Taipei chinois, la Thaïlande et le Viet Nam. Bon nombre de ces économies, en particulier les membres de l'ASEAN, ont également vu leurs importations en provenance de la Chine augmenter fortement en 2025. Ces faits nouveaux reflètent des ajustements dans les chaînes d'approvisionnement mondiales,

Graphique 13 : Commerce à l'intérieur de blocs géopolitiques hypothétiques et entre eux, et différence entre le commerce inter et intra blocs



Note : Séries désaisonnalisées. Non compris le Bélarus, la Fédération de Russie et l'Ukraine. Série de gauche indexée à 100 en janvier 2022. Série de droite indexée à zéro en janvier 2022.

Source : D'après Blanga-Gubbay et Rubinová (2024), mis à jour par le Secrétariat de l'OMC.

y compris un possible détournement des exportations de la Chine vers des destinations où les droits de douane sont plus bas, ou un réacheminement des échanges via des pays tiers (voir le graphique 14).

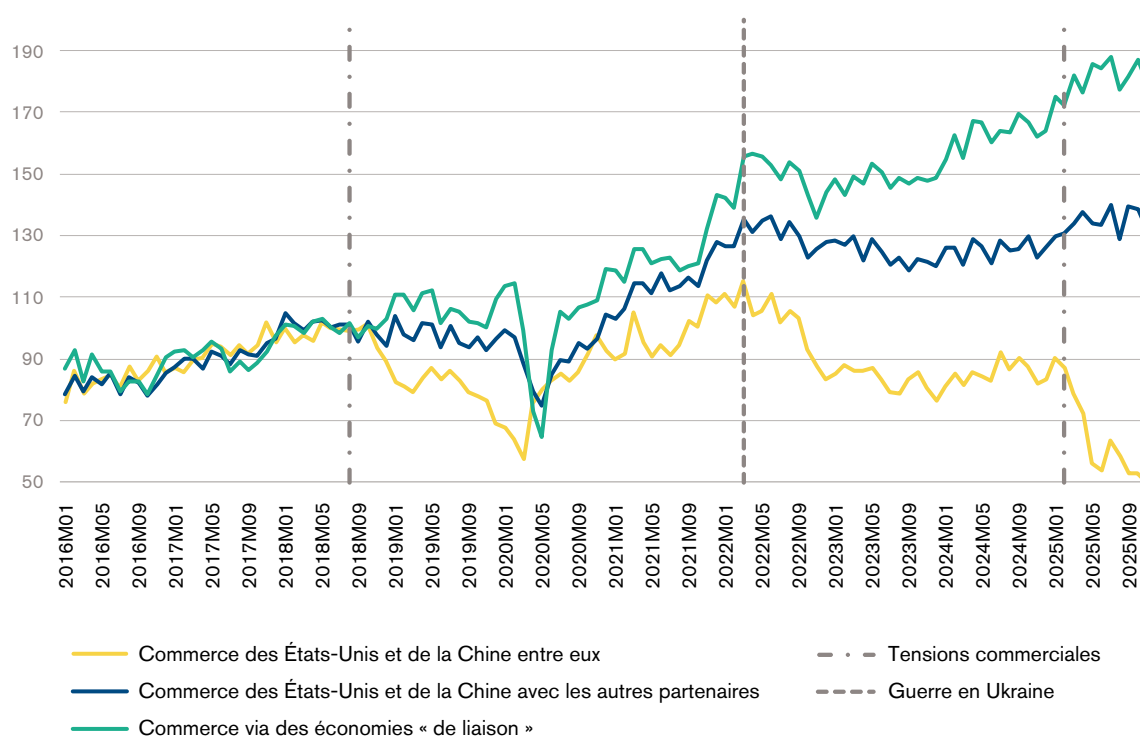
Il reste cependant difficile d'évaluer l'ampleur de ce réacheminement en utilisant uniquement des données commerciales brutes. Des recherches récemment menées par l'OMC et les partenaires internationaux examinent ces faits nouveaux en utilisant les statistiques du commerce en valeur ajoutée et les cadres entrées-sorties internationaux, qui offrent une image plus claire des liens commerciaux indirects entre les économies. Ces analyses, fondées sur des données disponibles jusqu'en 2024, suggèrent que, même si les liens commerciaux indirects via les pays tiers se sont développés ces dernières années, cela n'explique qu'une faible part du recul des échanges directs entre les États-Unis et la Chine (UIBE *et al.*, 2025). Cela donne à penser qu'un certain réacheminement des échanges a peut-être lieu, mais que pour l'instant il n'a compensé qu'en partie l'affaiblissement des liens commerciaux directs entre les deux économies.

Les biens nécessaires à l'IA continuent de tirer la croissance des échanges au deuxième semestre 2025

La part des biens nécessaires à l'IA⁹ dans le commerce mondial de marchandises a fortement augmenté depuis 2023 (graphique 15). Après être restée globalement stable autour de 13% en 2022 et 2023, elle s'est régulièrement accrue jusqu'à atteindre 14% en moyenne en 2024, et elle avoisinait 17% à la fin de 2025, soit son niveau le plus élevé sur la période considérée. Cette augmentation reflète à la fois une rebond cyclique après une période de faible demande de produits électroniques en 2022-2023, et une expansion structurelle de la demande de composants tels que les semi-conducteurs, les processeurs et d'autres biens nécessaires à l'IA. En valeur, le commerce de biens nécessaires à l'IA a progressé de 21,9% en glissement annuel, pour atteindre 4 180 milliards de dollars EU en 2025, contre 3 430 milliards de dollars EU l'année précédente. Ces produits ont contribué à hauteur de 42% à la croissance totale du commerce mondial en 2025, bien qu'ils ne représentent qu'un sixième des échanges mondiaux. Il convient de noter que les principaux

Graphique 14 : Commerce entre les États-Unis et la Chine et avec les autres partenaires

Indice, juin 2018 = 100



Note : Séries désaisonnalisées. Non compris le Bélarus, la Fédération de Russie et l'Ukraine Série indexée à 100 en juin 2018.

Source : D'après Blanga-Gubbay et Rubinová (2024), mis à jour par le Secrétariat de l'OMC.

produits liés à l'IA, comme les puces, les semi-conducteurs et les équipements de transmission de données, sont exemptés de la plupart des nouveaux droits de douane.

En revanche, le commerce des autres marchandises n'a enregistré qu'une croissance modeste, de 4,9% en 2025. Cela montre qu'il existe un écart grandissant entre les secteurs à forte intensité technologique et le reste de l'économie mondiale des marchandises. Malgré tout, le commerce non lié à l'IA a progressé régulièrement tout au long de l'année. Sa croissance a atteint 4,1% en glissement annuel au premier semestre de 2025 et s'est accélérée au second semestre jusqu'à atteindre 5,7%, ce qui représente des contributions à la croissance totale de 3,5 et 4,9 points de pourcentage, respectivement. L'or a été un moteur important du commerce non lié à l'IA en 2025, ce qui témoigne de son rôle d'actif sûr pendant une période d'incertitude économique accrue. La hausse de sa valeur commerciale était également due à son prix nettement plus élevé qu'en 2024. Les médicaments et les ingrédients pharmaceutiques, en particulier les hormones

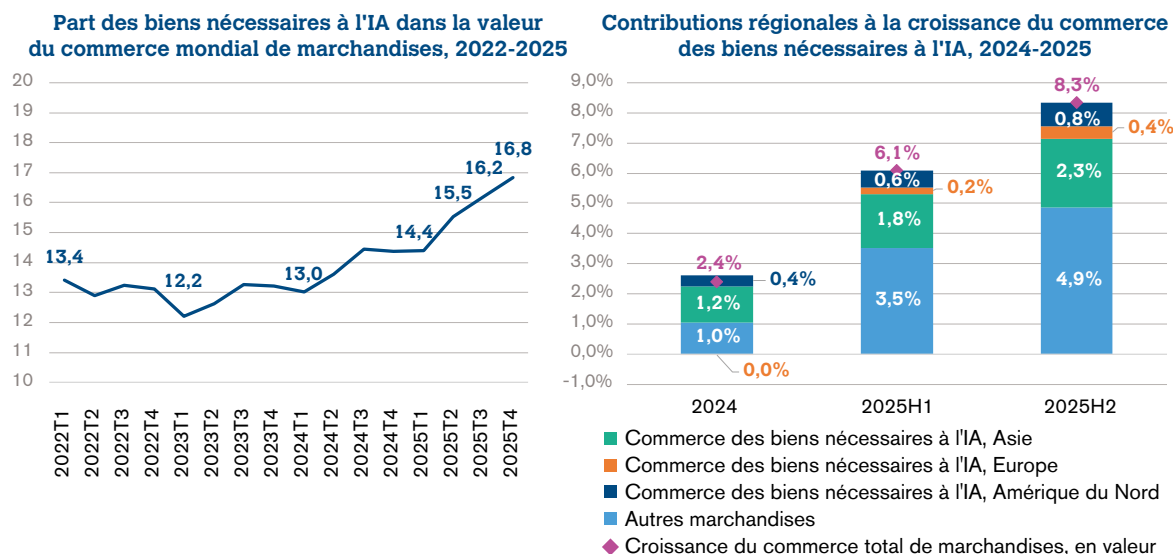
(utilisées dans le traitement de l'obésité et du diabète) ont eux aussi joué un rôle notable. Pris ensemble, les métaux précieux (tirés par l'or), les produits pharmaceutiques et les produits chimiques organiques (tirés par les hormones) ont contribué pour au moins 2 points de pourcentage à l'augmentation globale de 7% de la valeur du commerce mondial des marchandises en 2025.

Le graphique 15 présente également la répartition régionale de l'essor de l'IA. En 2025, le commerce des produits nécessaires à l'IA a progressé plus rapidement qu'en 2024 dans les trois plus grandes régions (Amérique du Nord, Europe et Asie), et la croissance s'est accélérée tout au long de l'année.

Les autres régions réalisent une part beaucoup plus faible du commerce lié à l'IA et n'ont que peu participé à la croissance du commerce mondial. Au premier semestre de 2025, les économies asiatiques ont contribué pour 1,8 point de pourcentage à la croissance du commerce mondial des marchandises par la voie des biens nécessaires à l'IA, tandis que les contributions de l'Amérique du Nord et de l'Europe se sont élevées

Graphique 15 : Commerce des biens nécessaires à l'IA, 2025

Part en pourcentage et contributions en points de pourcentage



Note : Le commerce est une moyenne des importations et des exportations. Les estimations concernant le commerce des biens nécessaires à l'IA sont fondées sur les données disponibles dans le Trade Data Monitor. Les données concernant le Viet Nam sont des données miroir. Les données concernant le quatrième trimestre de 2025 incluent des estimations pour les économies dans lesquelles des données complètes sur le quatrième trimestre n'avaient pas été publiées au 9 mars 2026. La contribution commerciale des biens nécessaires à l'IA dans les régions autres que l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Asie est négligeable et n'est pas incluse dans le graphique.

Source : Estimations du Secrétariat de l'OMC.

respectivement à 0,6 point de pourcentage et 0,2 point de pourcentage. Cette dynamique s'est renforcée au second semestre : les contributions de l'Asie et de l'Amérique du Nord ont été respectivement de 2,3 points de pourcentage et 0,8 point de pourcentage, et l'Europe a également vu ses échanges liés à l'IA progresser plus rapidement.

C'est en Amérique du Nord que le commerce des biens nécessaires à l'IA a augmenté le plus rapidement en 2025, avec un taux de 32,4%, contre 24,3% en Asie et 10,6% en Europe. La contribution globale de l'IA de l'Asie à la croissance du commerce mondial a été plus importante car cette région réalise une part bien supérieure des échanges de biens nécessaires à l'IA – 62%, contre 16% pour l'Amérique du Nord. Le rôle de premier plan de l'Asie s'explique par le fait que la production de semi-conducteurs et les chaînes d'approvisionnement des produits électroniques sont concentrées dans cette région, tandis que la croissance soutenue du commerce de l'Amérique du Nord est liée à une demande importante d'équipements à forte intensité d'IA et de matériel de centres de données.

Les deux composantes du graphique 15 montrent conjointement que le commerce mondial est de plus en plus façonné par les biens nécessaires à l'IA. La part de ces marchandises dans le commerce mondial augmente et leur contribution à la croissance globale du commerce est substantielle, en particulier en Asie et en Amérique du Nord. À l'heure où de nombreuses catégories de marchandises traditionnelles connaissent une stagnation, les produits liés à l'IA jouent un rôle moteur dans l'expansion du commerce. Tandis que les entreprises dépensent davantage dans les centres de données, les systèmes d'informatique en nuage et le matériel de pointe pour répondre à la demande croissante d'IA, les chaînes d'approvisionnement liées à l'IA, en particulier dans les semi-conducteurs, deviennent une force majeure qui oriente le commerce mondial en ce début 2026.

Services commerciaux

En 2025, les échanges de services commerciaux, mesurés par les exportations, ont augmenté de 8%, soit à un rythme plus lent qu'en 2024 (+10%),

pour atteindre 9 560 milliards de dollars EU. Les fluctuations des taux de change ont influencé le commerce des services pendant l'année. L'appréciation du dollar EU face à l'euro et à d'autres devises observée au premier trimestre de 2025, ainsi que l'incertitude économique accrue, ont pesé sur la valeur des échanges de services libellés en dollars EU. Par la suite, toutefois, le dollar s'est déprécié, faisant augmenter les valeurs commerciales et contribuant à compenser le ralentissement antérieur.

Par rapport à 2024, la croissance des exportations de services s'est affaiblie au Moyen-Orient (+3%), en Amérique du Sud et centrale et dans les Caraïbes (+7%) et en Amérique du Nord (+7%). À l'inverse, l'Afrique a enregistré de solides résultats (+15%), suivie par la CEI (+11%), l'Asie (+10%) et l'Europe (+8%). L'évolution des importations de services a reflété les tendances des exportations dans les différentes régions, à l'exception de l'Asie, où les importations de services ont augmenté de 5%, ce qui correspond environ à la moitié de la croissance des exportations (voir le graphique 16).

En 2025, les États-Unis sont restés le principal importateur et exportateur de services. Leurs exportations ont atteint 1 209 milliards de dollars EU, soit 12,7% des exportations mondiales de services, tandis que leurs importations se sont élevées à 870 milliards de dollars EU, soit 10,0% des importations mondiales. Toutefois, si l'Union européenne est comptabilisée comme une seule entité, ses échanges avec le reste du monde ont été plus importants : 1 763 milliards de dollars EU d'exportations et 1 606 milliards de dollars EU d'importations, et des parts respectives des exportations et importations mondiales de services de 22,7% et 22,6%. Des statistiques détaillées sur les échanges des services commerciaux des principales économies sont présentées dans les tableaux 3 à 5 de l'appendice.

Après avoir atteint 8% en 2024, la croissance des services de transport est tombée à 2% en 2025 et s'est chiffrée 1 540 milliards de dollars EU. Cela reflète en grande partie l'évolution du transport maritime et la baisse des tarifs de ce mode de transport par rapport à 2024. Les taux de fret ont été très instables ces dernières années, en raison de chocs mondiaux successifs, y compris la pandémie, les conflits géopolitiques, les tensions

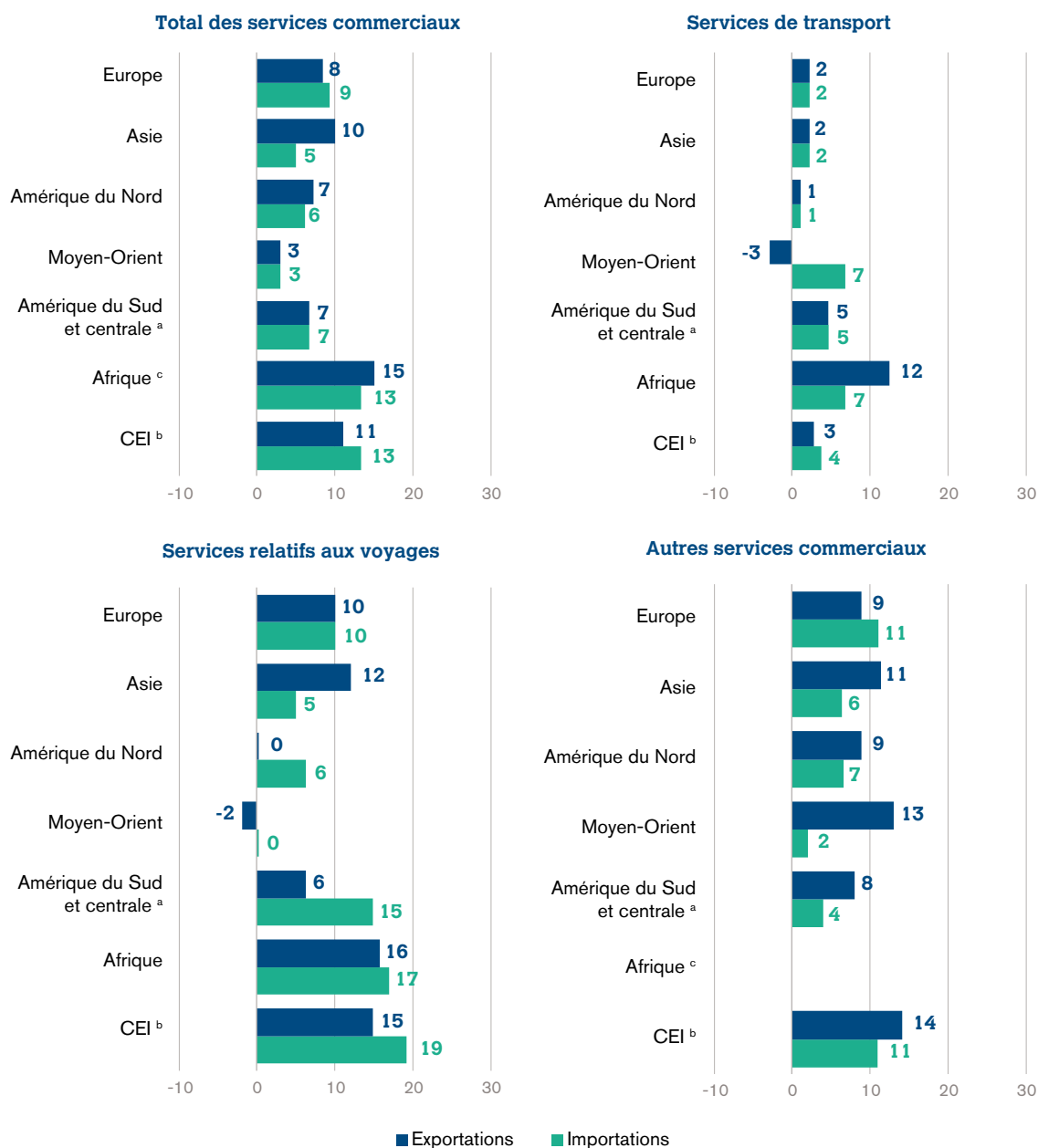
commerciales et les perturbations des chaînes d'approvisionnement. En 2025, plusieurs grands exportateurs asiatiques ont enregistré des baisses, y compris le Taipei chinois (-11%), la République de Corée (-6%) et Singapour (-2%), tandis que les exportations de la Chine sont restées positives (+9%), traduisant partiellement une concentration au premier semestre de l'année. Selon les estimations préliminaires, les services de transport aérien ont enregistré de meilleurs résultats, avec une augmentation de 6%, soutenue par une plus forte demande de voyages aériens, une meilleure connectivité et une croissance constante du commerce électronique.

En 2025, les dépenses réalisées par les voyageurs à l'étranger pour l'hébergement, la restauration, le divertissement, les souvenirs et d'autres services ont atteint 1 890 milliards de dollars EU, soit une hausse de 8% en valeur et de 5,2% en volume (en dollars EU constants de 2015), selon les nouvelles estimations du Secrétariat de l'OMC. Les voyages internationaux sont restés robustes malgré les incertitudes géopolitiques, soutenus par des mesures de simplification de l'obtention des visas et une forte demande de voyages à l'étranger sur les principaux marchés sources. L'Afrique a enregistré l'expansion la plus rapide, avec une augmentation des exportations de voyages de 16%. Cette hausse a été impulsée essentiellement par les économies d'Afrique du Nord – les exportations de voyages du Maroc ont augmenté de 23% et celles de l'Égypte de 18%. Ensemble, ces deux économies génèrent 48% des recettes tirées des services de voyages de la région. En Europe, les exportations comme les importations de voyages ont augmenté de 10%, et les Jeux olympiques d'hiver 2026, qui ont eu lieu en Italie, ont dynamisé les activités de voyage sur les premiers mois de 2026. En revanche, la croissance est restée modérée en Amérique du Nord. La Coupe du monde de la FIFA 2026, organisée par le Canada, les États-Unis et le Mexique, devrait faire augmenter la demande de voyages vers la région. Néanmoins, la montée des tensions géopolitiques, la hausse des tarifs aériens due à l'augmentation du prix des combustibles, et l'incertitude économique générale risquent d'influencer la confiance et les dépenses des voyageurs.

D'après les estimations préliminaires, les autres services commerciaux, une catégorie qui englobe une grande diversité de services fournis

Graphique 16 : Croissance du commerce des services commerciaux par région et par principal secteur, 2025

Variation annuelle en %



a Y compris les Caraïbes.

b Communauté d'États indépendants, y compris certains États associés et anciens États membres.

c Rupture dans les séries pour les exportations et importations d'autres services commerciaux de l'Afrique en 2025.

Source : Estimations OMC-CNUCED.

essentiellement par voie numérique allant des services financiers aux services professionnels, ont augmenté de 10% en 2025, atteignant 5 780 milliards de dollars EU (voir le graphique 17). Le commerce des services informatiques a progressé de 11%, enregistrant une croissance à 2 chiffres pour la troisième année consécutive. Depuis 2019, la valeur des services informatiques, estimée à 1 220 milliards de dollars EU en 2025, a plus que doublé, et leur part dans le commerce des services

a atteint 13%. La croissance a été soutenue par une hausse de la demande de capacités informatiques, de traitement des données et de développement de logiciels à mesure que les entreprises ont intégré l'IA dans leurs opérations commerciales. L'utilisation grandissante des plates-formes en ligne et l'augmentation des préoccupations en matière de cybersécurité ont également contribué à renforcer la demande. Toutes les régions ont fait état d'une forte croissance.

L'utilisation de la bande passante internationale a augmenté rapidement, parallèlement à la poursuite de l'expansion des services d'informatique en nuage, des applications de l'IA et des réseaux 5G. Le commerce des services de télécommunication a rebondi en 2025 et enregistré une hausse 7%, traduisant une croissance soutenue du trafic de données et de la connectivité transfrontières. Cette reprise fait suite à un déclin observé en 2024, dû en partie à la baisse des prix. Même si le trafic de données a continué de croître, l'installation rapide de réseaux de câbles sous-marins et les progrès des technologies à fibre optique ont accru la capacité mondiale en matière de bande passante. Cet essor a exercé une pression à la baisse sur les prix de la connectivité, diminuant la valeur du commerce des services de télécommunication.

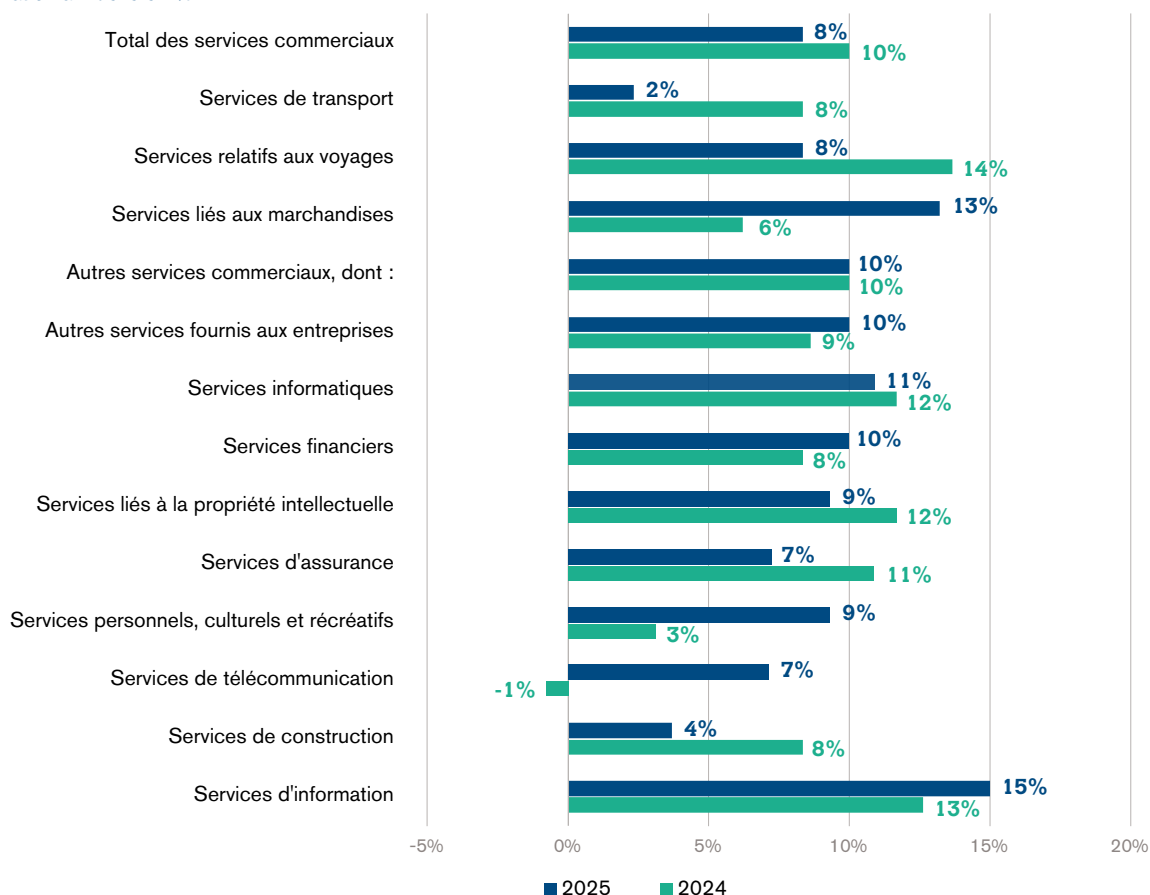
Les exportations mondiales de services fournis par voie numérique ont progressé de 10%, atteignant 5 260 milliards de dollars EU en 2025. Ces

services, qui sont échangés au travers des frontières par les réseaux informatiques et comprennent notamment les services financiers, les services informatiques et les services professionnels, ont représenté 15,2% des exportations mondiales totales de marchandises et de services. L'Europe, qui est le principal exportateur avec une part de 53,4% des exportations, a vu ses exportations augmenter de 9%, tandis que les exportations des économies asiatiques, qui représentaient 23,3% des exportations totales, ont progressé de 12% en 2025. En Amérique du Nord, les exportations se sont accrues de 9% et représentent 17,6% des exportations mondiales.

De plus amples renseignements sur les principaux négociants et les tendances du commerce régional par secteur de services figurent dans la publication Statistiques du commerce mondial 2025 et les tableaux y relatifs téléchargeables en bloc sur le site Web de l'OMC (<https://stats.wto.org/>).

Graphique 17 : Croissance du commerce des services commerciaux par secteur, 2024-2025

Variation annuelle en %



Note : Le commerce des services est mesuré sur la base des exportations. Les autres services commerciaux sont classés selon leur part relative dans le commerce des services.

Source : Estimations de l'OMC pour les sous-secteurs relevant des autres services commerciaux. OMC et CNUCED pour le total des services commerciaux et les principaux secteurs.

Encadré 2 : Estimer les exportations de services fondés sur l'IA

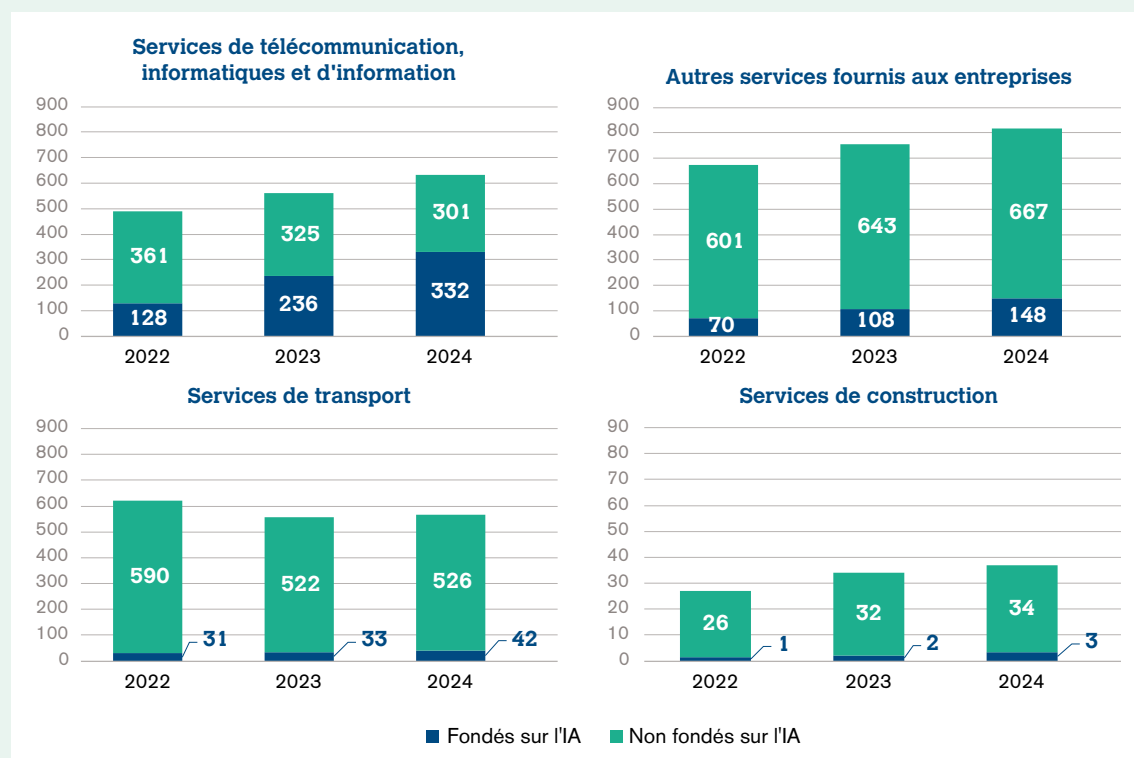
L'IA est de plus en plus utilisée dans la production des biens et services échangés entre les économies. Dans de nombreux secteurs de services, les entreprises ont recours à des outils d'IA, tels que l'apprentissage machine ou le traitement du langage naturel, pour analyser les données, traiter de grandes quantités de renseignements, développer des logiciels et soutenir les décisions opérationnelles et commerciales. Toutefois, les statistiques du commerce des services enregistrent ce qui est échangé, et non la manière dont les services sont produits. Par conséquent, elles ne peuvent indiquer si les services exportés s'appuient sur des technologies d'IA et, le cas échéant, dans quelle mesure.

Des données d'enquête sur l'adoption de l'IA par les entreprises sont désormais disponibles pour un nombre croissant d'économies et donnent de nouvelles indications sur la manière dont les entreprises utilisent les technologies d'IA, y compris dans les processus de production. Le Secrétariat de l'OMC a combiné les données d'enquête de l'UE sur l'adoption de l'IA par les entreprises sur les premiers mois de 2025 avec les statistiques structurelles sur les entreprises (SSE) de l'UE, les données du commerce des services selon les caractéristiques des entreprises (STEC) de l'UE et les données sur les exportations de services de l'UE dans la balance des paiements, afin de produire des estimations expérimentales sur les exportations de services fondés sur l'IA de l'Union européenne.

Cette analyse initiale est axée sur les secteurs dans lesquels les données peuvent être systématiquement mises en correspondance entre les différentes sources. Dans ces secteurs – les services de télécommunication, informatiques et d'information (TIC) ; les autres services fournis aux entreprises, y compris les services de recherche-développement (R&D) ainsi que divers services professionnels et techniques ; les services de transport ; et les services de construction –, on estime que l'Union européenne a exporté plus de 525 milliards de dollars EU de services fondés sur l'IA en 2024, contre 230 milliards de dollars EU en 2022 (voir le graphique 18).

Graphique 18 : Union européenne : Estimations des exportations de services fondés sur l'IA dans divers secteurs, 2022-2024

Milliards de dollars EU



Source : Estimations de l'OMC.

L'importance de l'IA dans la production à l'exportation varie considérablement d'une catégorie à l'autre. En 2024, plus de la moitié des exportations de services liés aux technologies de l'information et de la communication (TIC) (52,4%) concernaient des services fondés sur l'IA, contre 26,2% en 2022. L'adoption a également augmenté dans la catégorie des autres services fournis aux entreprises, où les exportations de services fondés sur l'IA ont atteint 18,2% des exportations. En revanche, les exportations de services fondés sur l'IA continuent de représenter une part plus faible des exportations totales dans les secteurs de la construction (9,0%) et du transport (7,3%) (voir le graphique 19).

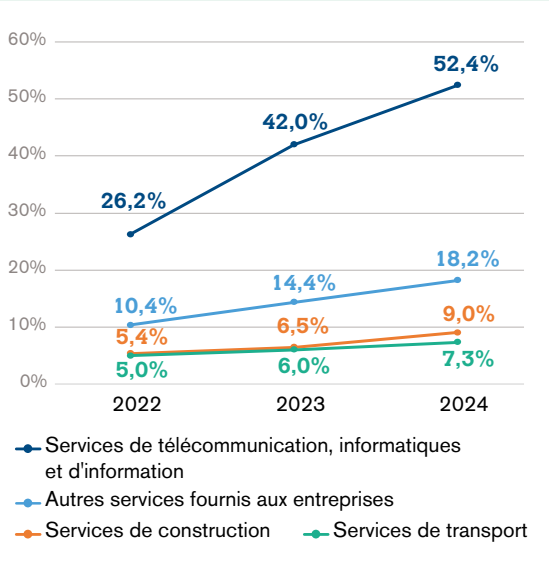
En termes absolus, la valeur des exportations de services fondés sur l'IA diffère aussi sensiblement selon le secteur. En 2024, les services liés aux TIC représentaient la part la plus importante (332 milliards de dollars EU), suivis par les autres services fournis aux entreprises (148 milliards de dollars EU), les services de transport (42 milliards de dollars EU) et les services de construction (3 milliards de dollars EU) (voir le graphique 18). La croissance a été particulièrement forte dans le secteur des services liés aux TIC, où les exportations de services fondés sur l'IA ont augmenté de 159% en valeur par rapport à 2022. Les exportations de services non fondés sur l'IA ont reculé dans tous les secteurs au cours de la période. Cette tendance semble indiquer une transition progressive vers des méthodes de production fondées sur l'IA dans les exportations de services.

Les différences observées sont en partie liées aux processus de production sectoriels et aux types de technologies de l'IA utilisés. D'après les résultats de la dernière enquête (enquête de l'UE sur l'utilisation des TIC et le commerce électronique dans les entreprises), la génération de texte ou de codes de programmation est l'application d'IA la plus fréquemment utilisée dans le secteur des TIC (42,2% des entreprises), tandis que dans le secteur des services professionnels et techniques, c'est l'analyse du langage écrit qui est l'application la plus couramment utilisée (25,2%). En revanche, l'adoption de l'IA dans les services de transport et de construction reste très limitée (0,7% à 2,7% des entreprises).

Les grandes entreprises dominent les exportations de services fondés sur l'IA – elles réalisent environ 90% de ces exportations dans les secteurs analysés. À l'inverse, les petites et moyennes entreprises ne représentent qu'une part limitée de ces exportations, ce qui témoigne à la fois de leur participation moindre aux marchés d'exportation et de leur capacité plus restreinte à investir dans les technologies de l'IA.

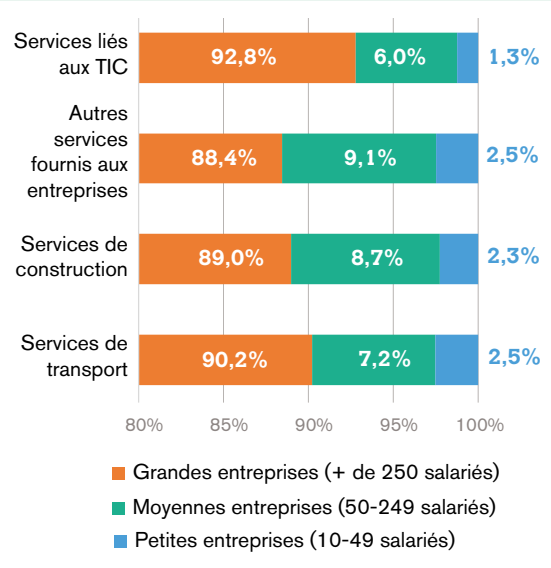
Graphique 19a : Union européenne : exportations de services fondés sur l'IA en pourcentage des exportations totales dans divers secteurs, 2022-2024

% des exportations totales



Graphique 19b : Union européenne : Part des exportations de services fondés sur l'IA, par taille d'entreprise et par secteur, 2024

% des exportations de services fondés sur l'IA



Source : Estimations de l'OMC.

Chapitre analytique : La part du commerce mondial effectué aux conditions de la nation la plus favorisée (NPF)

La part du commerce mondial effectué aux conditions NPF a fluctué en 2025, à la suite de changements sans précédent dans les politiques commerciales à l'échelle mondiale. Alors qu'elle était estimée à 80% au début de 2025, cette part est tombée à 72% à la fin février 2026, après avoir augmenté et diminué au cours de l'année. Cela reflète les transformations dynamiques de l'environnement commercial, mais aussi l'importance constante des droits NPF dans le système commercial multilatéral. Les mesures tarifaires récentes sont décrites en détail dans l'outil de suivi des droits de douane OMC-FMI.

Le principe non discriminatoire du traitement de la nation la plus favorisée (NPF) de l'OMC reste la pierre angulaire du système commercial mondial. En vertu de ce principe, tout avantage commercial accordé par un Membre de l'OMC à un autre partenaire commercial doit être étendu immédiatement et sans condition à tous les autres Membres de l'Organisation. Inscrit dans l'article premier de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT de 1994), le traitement NPF est un instrument fondamental du système commercial multilatéral pour promouvoir la stabilité, la prévisibilité et l'équité dans les relations commerciales mondiales.

Cependant, au cours des dernières décennies, le paysage commercial mondial a considérablement évolué. Les accords commerciaux préférentiels, y compris les accords commerciaux bilatéraux et régionaux, ainsi que les arrangements préférentiels unilatéraux, se sont multipliés. Ces arrangements permettent aux partenaires commerciaux d'échanger des marchandises à des taux de droits inférieurs au niveau NPF et introduisent donc des éléments de discrimination dans la politique commerciale. En outre, récemment, d'autres écarts par rapport aux conditions tarifaires NPF ont été relevés, car certaines économies ont imposé des mesures tarifaires.

Dans une analyse antérieure (voir Gonciarz et Verbeet, 2025), la part du commerce mondial réalisé sur une base NPF avait été estimée d'après les chiffres officiels de 2022 sur les importations et les droits de douane légaux, et en tenant compte des mesures tarifaires recensées jusqu'à la fin de 2024. Selon cette analyse, la part du commerce mondial effectué en régime NPF était à l'époque de 80%. L'analyse mise à jour qui est exposée dans la présente section inclut de nouvelles estimations fondées sur les chiffres officiels de 2024 sur les importations et les droits de douane légaux et tient compte des mesures tarifaires recensées jusqu'à la fin de février 2026.

Le droit NPF utilisé dans les analyses correspond au droit NPF légal notifié par les Membres de l'OMC dans la base de données intégrée de l'OMC. Le fait d'utiliser les droits NPF légaux notifiés fournit une base objective et transparente pour l'établissement de rapports, permettant de réaliser des comparaisons entre les économies et d'estimer la part du commerce réalisé sur une base NPF de façon cohérente. Cette mesure répond donc à la question suivante : quelle est la part des importations mondiales qui est assujettie aux droits NPF légaux des Membres de l'OMC ? Cette question n'est pas la seule à présenter un intérêt – par exemple, on ne s'interroge pas sur l'intensité ou l'ampleur des écarts par rapport aux droits NPF légaux –, mais elle est simple à énoncer et à comprendre, et sa réponse donne une indication sur l'importance du traitement NPF dans le système commercial.

Pour illustrer la manière dont la part du commerce mondial en régime NPF a évolué en fonction des mesures tarifaires en 2025 et jusqu'à la fin de février 2026, quelques-unes des nombreuses dates importantes de cette période peuvent être citées. Par exemple, le 5 avril 2025, des mesures tarifaires ont été prises, qui ont réduit la part du commerce en régime NPF dans le commerce mondial de 4,1 points de pourcentage. D'autres mesures tarifaires adoptées entre le 6 avril et le

18 août ont encore fait baisser cette part de 1,4 point de pourcentage. Par la suite, des mesures tarifaires prises entre le 19 août et le 14 novembre ont entraîné une augmentation de la part du commerce réalisé sur une base NPF de 1 point de pourcentage. Cette part a fortement augmenté, de 4,9 points de pourcentage, après la décision de la Cour suprême des États-Unis du 20 février, avant de connaître à nouveau une baisse de 3,4 points de pourcentage quatre jours plus tard, le 24 février, à la suite de l'introduction par les États-Unis de droits de douane au titre de l'article 122.¹⁰

Un événement particulièrement intéressant s'est produit le 14 mai 2025, lorsque les États-Unis et la Chine ont conclu un accord commercial abaissant le niveau des droits de douane tant pour les importations américaines que pour les importations chinoises. Alors que les niveaux des droits de douane des deux parties étaient sensiblement plus faibles, l'accord n'a pas fait évoluer la part des échanges réalisés sur une base NPF. En effet, entre le mois de mai et le début du mois d'août 2025, une douzaine de mesures tarifaires distinctes, y compris des mesures élargies au titre de l'article 232,¹¹ des accords bilatéraux et des droits additionnels visant des partenaires individuels, ont fait varier la part du commerce mondial en régime NPF de seulement 0,06 point de pourcentage, car ces actions ont soit modifié les taux de droits existants, soit couvert une gamme de produits trop restreinte pour avoir une incidence au niveau mondial.

Comme ces exemples le montrent, la part du commerce mondial en régime NPF a fluctué depuis la fin de 2024 – année où nous l'avions estimée à 80% –, parfois à la hausse, parfois à la baisse, et parfois d'une semaine sur l'autre. Au final, la dernière estimation suggère que cette part a baissé par rapport à nos estimations antérieures, tombant d'environ 80% à quelque 72%, ce qui souligne à la fois une diminution des droits NPF dans le système commercial multilatéral et l'importance qu'ils conservent dans ce système.

Données et méthodologie

L'analyse s'appuie principalement sur les données tarifaires et commerciales communiquées par les Membres de l'OMC à la base de données intégrée (BDI) de l'OMC. Les Membres transmettent chaque année des ensembles de données qui incluent les droits NPF appliqués, les droits préférentiels

et des statistiques détaillées sur les importations bilatérales. Ces données sont complétées par des renseignements tirés de la base de données analytiques de l'OMC et par les mesures tarifaires telles que compilées pour l'outil de suivi des droits de douane OMC-FMI. L'ensemble de données obtenu couvre 186 économies. Aux fins de l'analyse, le commerce à l'intérieur de l'Union européenne en tant qu'union douanière est exclu. Comme indiqué précédemment, l'analyse est fondée sur les dernières données disponibles et officielles de 2024 sur les droits de douane et les importations, ainsi que sur les mesures tarifaires recensées jusqu'à la fin de février 2026 pour plusieurs économies qui auraient recours à de tels instruments.

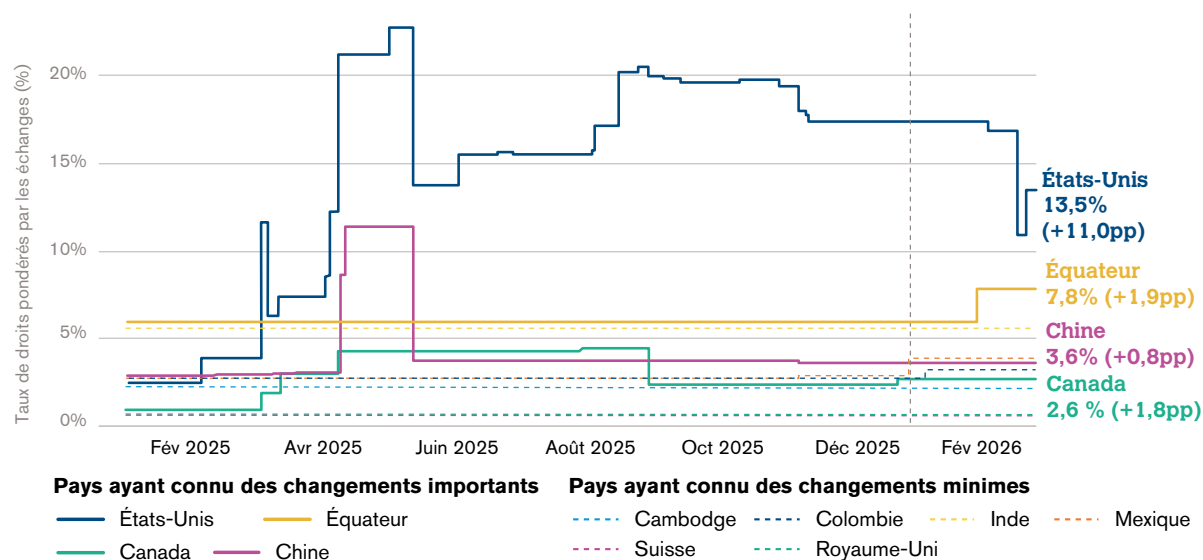
Les données qui en résultent constituent un ensemble granulaire contenant les données d'importation compilées par les douanes. Pour mesurer l'importance du commerce préférentiel, il est primordial de s'interroger sur l'utilisation des préférences tarifaires. Bien que les importations soient souvent admises à bénéficier de droits préférentiels dans le cadre d'arrangements régionaux ou unilatéraux, dans la pratique, les entreprises ne réclament pas toujours ces préférences. Cela peut être lié aux exigences administratives, y compris le respect des règles d'origine et des prescriptions documentaires, qui représentent des coûts susceptibles de dissuader les entreprises d'utiliser les droits préférentiels, en particulier lorsque les droits NPF sont déjà faibles. Pour rendre compte de ce phénomène, l'analyse intègre des renseignements communiqués dans le cadre du Mécanisme de l'OMC pour la transparence des arrangements commerciaux préférentiels. Ces données permettent d'identifier les produits admissibles à un traitement préférentiel et étayent les estimations du taux d'utilisation des préférences.

Dernières évolutions tarifaires : l'outil de suivi des droits de douane OMC-FMI

Les renseignements relatifs aux mesures tarifaires proviennent en partie de l'outil de suivi des droits de douane OMC-FMI (<https://ttd.wto.org/en/reports/tariff-actions>), une initiative conjointe élaborée par l'OMC et le Fonds monétaire international (FMI) pour suivre l'évolution des droits d'importation effectivement appliqués. Cet outil recense les modifications des droits au niveau des lignes tarifaires, y compris les taux NPF appliqués, les

Graphique 20 : Droits de douane pondérés par les échanges mis en œuvre dans les principales économies imposant des « mesures tarifaires »

Évolution mensuelle, janvier 2025 à la fin de février 2026



Source : Outil de suivi des droits de douane OMC-FMI (<https://ttd.wto.org/en/reports/tariff-actions>), fin février 2026. Le graphique en escalier présente les dates auxquelles sont intervenus les changements de politique. Pour plus de détails sur les données et la méthodologie, voir Brotto *et al.* (2026).

taux de droits préférentiels et les modifications ultérieures, comme les augmentations, les diminutions ou les substitutions de droits de douane (voir le graphique 20).

Sur la base des annonces et réglementations officielles, l'outil de suivi collecte et enregistre les modifications tarifaires au niveau bilatéral et au niveau des produits. À partir du début de 2025, les mesures tarifaires sont devenues de plus en plus fréquentes ; les changements enregistrés dans la base de données incluent des mesures mises en œuvre par le Cambodge, le Canada, la Chine, la Colombie, l'Équateur, les États-Unis, l'Inde, le Mexique, le Royaume-Uni, la Suisse et le Zimbabwe.

Grâce aux données compilées via cet outil, l'analyse peut estimer la part des flux commerciaux touchés par des modifications tarifaires. Les résultats indiquent que les mesures tarifaires recensées jusqu'à la fin de février 2026 concernent environ 11% du commerce mondial lorsqu'elles sont appliquées aux flux commerciaux de 2024. Ces estimations ne mesurent pas l'impact réel des modifications tarifaires sur la valeur ou le volume des échanges, mais elles donnent une indication de l'ampleur des flux commerciaux affectés par ces mesures.

La part du commerce effectué à des conditions NPF a diminué, mais reste importante

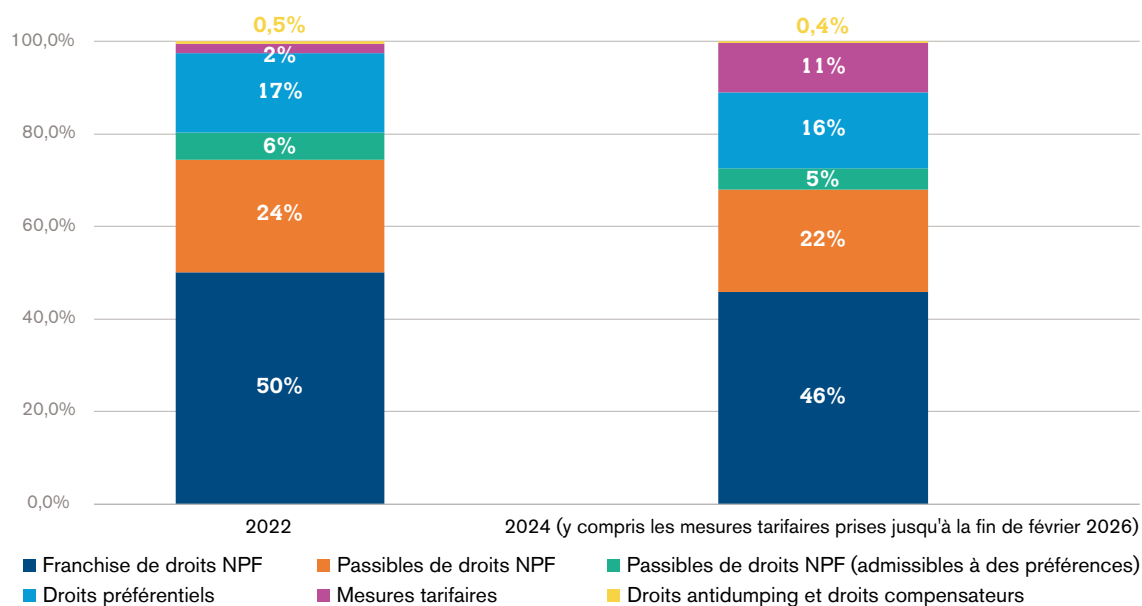
Les importations mondiales de marchandises peuvent être divisées en plusieurs grandes catégories en fonction de leur traitement tarifaire : les importations en franchise de droits NPF, les échanges passibles de droits NPF, les échanges admissibles à un traitement préférentiel mais effectués aux conditions NPF, les échanges bénéficiant de droits préférentiels, les échanges visés par des droits antidumping ou compensateurs et les échanges visés par d'autres mesures tarifaires.

Le graphique 21 présente les résultats obtenus en mettant en rapport les droits de douane et les flux d'importation, en comparant les résultats basés sur les données de 2022 avec les droits de douane de 2024 (y compris les mesures tarifaires prises jusqu'à la fin de février 2026), pondérés par les flux d'importation de 2024.

En 2022, environ 50% des échanges mondiaux ont été réalisés en franchise de droits NPF, tandis que 24% étaient soumis à des droits NPF positifs. Même si environ 23% des échanges mondiaux étaient admissibles à des droits préférentiels,

Graphique 21 : Importations mondiales de marchandises par traitement

Parts en pourcentage, 2022 et 2024 (y compris les mesures tarifaires prises jusqu'à la fin de février 2026)*



Source : Base de données intégrée de l'OMC, base de données analytiques de l'OMC, outil de suivi des droits de douane OMC-FMI. Pour plus de détails sur la méthodologie, voir Gonciarz et Verbeet (2025).

* Les données relatives à 2024 renvoient aux droits NPF et aux droits préférentiels pour 2024, ainsi qu'aux mesures tarifaires prises jusqu'à la fin de février 2026, sur la base de la valeur totale des importations annuelles de 2024 et en excluant le commerce intra-UE. Les pourcentages ayant été arrondis, il se peut que leur somme ne corresponde pas à 100%.

seuls 17% ont effectivement bénéficié de ces préférences, ce qui signifie qu'environ 6% des échanges ont été effectués à des conditions NPF alors qu'ils pouvaient bénéficier de préférences. Les autres mesures de politique commerciale touchent une part relativement faible du commerce mondial. Les mesures tarifaires associées aux tensions commerciales survenues en 2022 entre les États-Unis et la Chine ont affecté moins de 2% du commerce mondial, tandis que des droits antidumping et compensateurs ont visé environ 1% des échanges, bien que ces estimations demeurent approximatives en raison du manque de données.

Depuis le début de 2025, plus de 60 mesures tarifaires ont été recensées, qui affectent environ 11% du commerce mondial si on les applique aux flux commerciaux de 2024. Ces mesures, qui peuvent soit restreindre les échanges, soit les faciliter, interfèrent avec les régimes tarifaires existants. Compte tenu de ces changements, l'analyse donne à penser que 46% des échanges se font en franchise de droits NPF et 22% avec des droits NPF positifs. Le commerce préférentiel diminue légèrement pour s'établir à environ 16%, tandis que la part des échanges pouvant bénéficier de préférences mais réalisés à des conditions

NPF tombe à environ 5%. Les autres instruments de politique commerciale, y compris les mesures antidumping et les droits compensateurs, affectent une part relativement faible des flux d'échanges mondiaux, moins de 0,5% au total, car ils se recoupent avec les mesures tarifaires.

Dans l'ensemble, ces conclusions montrent que la part du commerce mondial effectué en régime NPF a diminué, passant d'environ 80% en 2022 à environ 72%, si l'on tient compte des données de 2024 et des actions tarifaires recensées jusqu'à la fin de février 2026.

Commerce en régime NPF par catégorie de produits

Le commerce réalisé sur une base NPF a une importance variable d'un secteur à l'autre, mais reste dominant dans la plupart des catégories de produits.

Le graphique 22 présente la répartition de la valeur des importations mondiales selon les catégories utilisées dans les négociations commerciales multilatérales, un système de classification utilisé par l'OMC pour compiler les statistiques commerciales et analyser la politique commerciale (voir aussi Drevinskis *et al.*, 2023).

Lorsque les importations mondiales sont regroupées en fonction de ces catégories, la principale catégorie de produits échangés est celle des minéraux et des métaux, dans laquelle les importations se sont chiffrées à environ 3 400 milliards de dollars EU en 2024. Dans cette catégorie, quelque 77% des échanges, soit environ 2 600 milliards de dollars EU, s'effectuent en régime NPF, tandis qu'environ 240 milliards de dollars EU d'échanges sont visés par des mesures tarifaires. Des tendances similaires sont observées dans d'autres grands secteurs industriels.

Prises ensemble, les cinq principales catégories de produits, à savoir « minéraux et métaux », « machines électriques et matériel électronique », « machines mécaniques, machines de bureau et machines comptables », « produits chimiques » et « pétrole », représentent environ 70% des importations mondiales de marchandises. Dans tous ces secteurs, la part des échanges réalisés sur une base NPF est comprise entre 69% et 93%. Ces cinq catégories de produits ne sont pas les plus fortement touchées

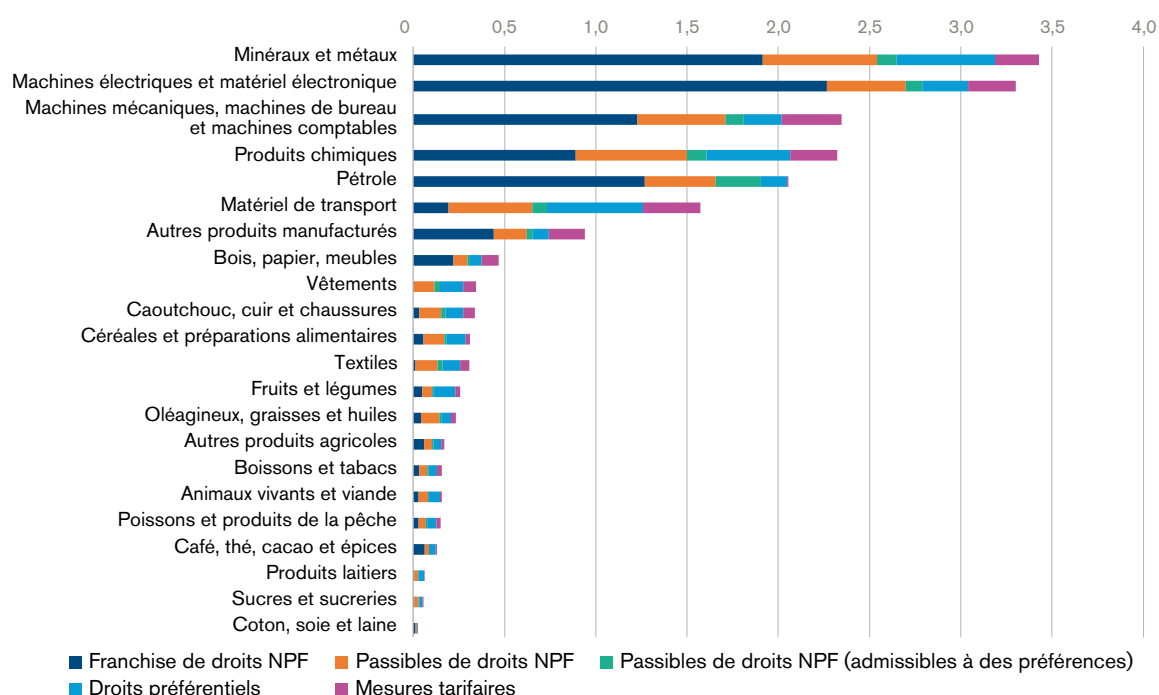
par les mesures tarifaires – l'impact de ces mesures va de zéro à 14%. Cependant, les cinq catégories suivantes par ordre d'importance, à savoir « matériel de transport », « autres produits manufacturés », « bois, papier et meubles », « vêtements » et « articles en caoutchouc, cuir et chaussures », sont les plus touchées par les mesures tarifaires, avec des valeurs allant de 19% à 21%.

Les catégories agricoles représentent habituellement des parts plus restreintes du commerce mondial et la part du commerce NPF y est généralement un peu plus faible. Par exemple, dans la catégorie « fruits et légumes », la part du commerce en régime NPF est d'environ 42%, ce qui traduit l'utilisation accrue des droits préférentiels et une protection tarifaire plus élevée dans le secteur agricole.

Dans l'ensemble, les résultats confirment que les droits NPF continuent de constituer le principal cadre régissant les échanges internationaux dans la plupart des secteurs de l'économie mondiale.

Graphique 22 : Importations mondiales de marchandises par catégories utilisées dans les négociations commerciales multilatérales, classées selon la valeur totale des importations

Les données tarifaires tiennent compte des mesures tarifaires prises jusqu'à la fin février 2026*
Valeur des importations en milliers de milliards de dollars EU et part en pourcentage, 2024



Source : Base de données intégrée de l'OMC, base de données analytiques de l'OMC, outil de suivi des droits de douane OMC-FMI. Pour plus de détails sur la méthodologie, voir Gonciarz et Verbeet (2025).

* Les données renvoient aux droits NPF et aux droits préférentiels pour 2024, ainsi qu'aux mesures tarifaires prises jusqu'à la fin de février 2026, sur la base de la valeur totale des importations annuelles de 2024 et en excluant le commerce intra-UE. Pour une définition des catégories utilisées dans les négociations commerciales multilatérales, voir Drevinskas *et al.* (2023).

Conclusion

L'essor des accords commerciaux préférentiels et l'imposition de mesures tarifaires ont remodelé le paysage commercial mondial. Néanmoins, les droits NPF légaux continuent de jouer un rôle essentiel dans le fonctionnement du système commercial multilatéral. En prenant en compte les données tarifaires et commerciales détaillées pour 2024 et les mesures tarifaires recensées jusqu'à la fin de février 2026, la présente analyse montre qu'environ 72% du commerce mondial des marchandises continue de s'effectuer sur une base NPF.

Ces conclusions montrent que le cadre NPF reste un fondement de la gouvernance du commerce mondial. Même dans un monde caractérisé par l'expansion du réseau d'accords préférentiels et l'augmentation des mesures tarifaires, la majorité des échanges internationaux continuent de s'appuyer sur la structure tarifaire non discriminatoire incarnée par les Accords de l'OMC.

Notes finales

1. Tous les chiffres figurant dans le présent rapport reflètent les données disponibles au 10 mars 2026 et sont susceptibles d'être révisés.
2. La décision de la Cour suprême des États-Unis d'invalider l'utilisation de la Loi sur les pouvoirs économiques en cas de crise internationale (IEEPA) comme base juridique de mesures tarifaires générales a initialement créé une incertitude quant à la pérennité des récentes restrictions commerciales. Toutefois, l'administration des États-Unis a rapidement réimposé des droits de douane largement similaires sur une autre base juridique, donnant lieu à niveau global de protection tarifaire affectant les importations globalement comparable. Ainsi, pour 2026, le choc tarifaire effectif sur le commerce mondial semble limité, le changement de politique ayant essentiellement pris la forme d'une substitution d'instruments juridiques plutôt que d'une modification de fond des obstacles tarifaires. C'est pourquoi ces faits nouveaux ne sont pas examinés dans un scénario distinct.
3. Comprenant les chiffres récents du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale, de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), des statistiques des comptes nationaux de l'ONU et d'autres sources, pondérés par les taux de change du marché.
4. Correspondant à la moyenne des exportations et des importations mondiales.
5. Les estimations par produit pour l'ensemble de l'année 2025 ne sont pas encore disponibles.
6. Y compris certains États associés et anciens États membres.
7. Y compris le commerce intracommunautaire.
8. Les exemptions tarifaires des États-Unis sont définies au niveau des lignes tarifaires nationales et concernent de multiples catégories de produits, y compris divers produits agricoles, les combustibles, les produits chimiques organiques et inorganiques, les métaux communs, certains biens nécessaires à l'IA et la catégorie « autres ». La liste la plus récente des produits exemptés de droits de douane peut être consultée à l'adresse suivante : https://www.whitehouse.gov/wpcontent/uploads/2026/02/2026Section122.prc_ANNEX2_Final_.pdf.
9. La liste complète des biens nécessaires à l'IA figure dans l'annexe A1 de OMC (2025).
10. L'article 122 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur autorise le Président des États-Unis à imposer des surtaxes temporaires à l'importation allant jusqu'à 15% (*ad valorem*) pour remédier à des déficits graves et importants de la balance des paiements.
11. En vertu de l'article 232 de la Loi de 1962 sur l'expansion du commerce, le Président des États-Unis peut ajuster les importations, y compris au moyen de droits de douane, s'il est constaté que des importations étrangères excessives menacent la sécurité nationale.

Tableau 1 de l'appendice : Commerce mondial des marchandises : principaux exportateurs et importateurs, 2025

(Milliards de dollars et pourcentage)

Rang	Exportateurs	Valeur	Part	Variation annuelle en %	Rang	Importateurs	Valeur	Part	Variation annuelle en %
1	Chine	3 772	14,4	5	1	États-Unis d'Amérique	3 507	13,2	4
2	États-Unis d'Amérique	2 185	8,3	6	2	Chine	2 583	9,7	0
3	Allemagne	1 764	6,7	5	3	Allemagne	1 543	5,8	9
4	Pays-Bas	989	3,8	7	4	Royaume-Uni	949	3,6	16
5	Hong Kong, Chine	754	2,9	17	5	Pays-Bas	870	3,3	7
	Exportations de marchandises d'origine nationale	48	0,2	41					
	Réexportations	706	2,7	15					
6	Japon	738	2,8	4	6	Hong Kong, Chine	832	3,1	18
						Importations définitives ¹	232	0,9	26
7	Italie	726	2,8	8	7	France	786	3,0	5
8	Corée, République de	709	2,7	4	8	Japon	756	2,8	2
9	Émirats arabes unis ¹	707	2,7	17	9	Inde	753	2,8	5
10	France	683	2,6	7	10	Mexique	683	2,6	4
11	Mexique	665	2,5	8	11	Italie	669	2,5	8
12	Taipei chinois	641	2,4	35	12	Corée, République de	632	2,4	0
13	Belgique	568	2,2	2	13	Émirats arabes unis ¹	619	2,3	14
14	Singapour	567	2,2	12	14	Canada	577	2,2	1
	Exportations de marchandises d'origine nationale	218	0,8	1					
	Réexportations	349	1,3	20					
15	Royaume-Uni	556	2,1	6	15	Belgique	538	2,0	2
16	Canada	555	2,1	-2	16	Espagne	513	1,9	7
17	Suisse	554	2,1	24	17	Suisse	507	1,9	36
18	Viet Nam	473	1,8	17	18	Singapour	506	1,9	10
						Importations définitives ¹	157	0,6	-6
19	Inde	445	1,7	1	19	Taipei chinois	494	1,9	23
20	Espagne	445	1,7	4	20	Viet Nam	454	1,7	19
21	Fédération de Russie	419	1,6	-3	21	Pologne	421	1,6	10
22	Pologne	414	1,6	8	22	Türkiye	365	1,4	6
23	Malaisie	376	1,4	14	23	Thaïlande	345	1,3	13
24	Brésil	348	1,3	3	24	Malaisie	340	1,3	13
25	Thaïlande	340	1,3	13	25	Australie	311	1,2	5
26	Australie	338	1,3	-1	26	Fédération de Russie ²	303	1,1	0
27	Arabie saoudite, Royaume d'	311	1,2	2	27	Brésil	294	1,1	6
28	Irlande	293	1,1	22	28	Arabie saoudite, Royaume d'	254	1,0	9
29	République tchèque	284	1,1	8	29	République tchèque	253	1,0	9
30	Indonésie	283	1,1	7	30	Indonésie	242	0,9	4
	Total ³	21 902	83,4	-		Total ³	21 899	82,3	-
	Monde ³	26 257	100,0	7		Monde ³	26 608	100,0	7

(1) Estimations du Secrétariat.

(2) Les importations sont évaluées sur une base f.a.b. (franco à bord).

(3) Y compris les réexportations importantes ou les importations destinées à la réexportation.

Source : OMC-CNUCED.

Tableau 2 de l'appendice : Commerce mondial des marchandises : principaux exportateurs et importateurs, à l'exclusion du commerce intra-UE, 2025

(Milliards de dollars et pourcentage)

Rang	Exportateurs	Valeur	Part	Variation annuelle en %	Rang	Importateurs	Valeur	Part	Variation annuelle en %
1	Chine	3 772	17,5	5	1	États-Unis d'Amérique	3 507	15,9	4
2	Exportations extra-UE	2 985	13,8	6	2	Importations extra-UE	2 835	12,9	7
3	États-Unis d'Amérique	2 185	10,1	6	3	Chine	2 583	11,7	0
4	Hong Kong, Chine	754	3,5	17	4	Royaume-Uni	949	4,3	16
	Exportations de marchandises d'origine nationale	48	0,2	41					
	Réexportations	706	3,3	15					
5	Japon	738	3,4	4	5	Hong Kong, Chine	832	3,8	18
						Importations définitives ¹	232	1,1	26
6	Corée, République de	709	3,3	4	6	Japon	756	3,4	2
7	Émirats arabes unis ¹	707	3,3	17	7	Inde	753	3,4	5
8	Mexique	665	3,1	8	8	Mexique	683	3,1	4
9	Taipei chinois	641	3,0	35	9	Corée, République de	632	2,9	0
10	Singapour	567	2,6	12	10	Émirats arabes unis ¹	619	2,8	14
	Exportations de marchandises d'origine nationale	218	1,0	1					
	Réexportations	349	1,6	20					
11	Royaume-Uni	556	2,6	6	11	Canada	577	2,6	1
12	Canada	555	2,6	-2	12	Suisse	507	2,3	36
13	Suisse	554	2,6	24	13	Singapour	506	2,3	10
						Importations définitives ¹	157	0,7	-6
14	Viet Nam	473	2,2	17	14	Taipei chinois	494	2,2	23
15	Inde	445	2,1	1	15	Viet Nam	454	2,1	19
16	Fédération de Russie	419	1,9	-3	16	Türkiye	365	1,7	6
17	Malaisie	376	1,7	14	17	Thaïlande	345	1,6	13
18	Brésil	348	1,6	3	18	Malaisie	340	1,5	13
19	Thaïlande	340	1,6	13	19	Australie	311	1,4	5
20	Australie	338	1,6	-1	20	Fédération de Russie ²	303	1,4	0
21	Arabie saoudite, Royaume d'	311	1,4	2	21	Brésil	294	1,3	6
22	Indonésie	283	1,3	7	22	Arabie saoudite, Royaume d'	254	1,2	9
23	Türkiye	273	1,3	4	23	Indonésie	242	1,1	4
24	Norvège	171	0,8	2	24	Philippines	141	0,6	5
25	Afrique du Sud	116	0,5	6	25	Afrique du Sud ¹	128	0,6	4
26	Iran	113	0,5	1	26	Norvège	107	0,5	6
27	Chili	107	0,5	8	27	Égypte ¹	98	0,4	13
28	Iraq	93	0,4	-8	28	Israël	95	0,4	4
29	Qatar	89	0,4	-7	29	Chili	93	0,4	10
30	Argentine	87	0,4	9	30	Maroc	87	0,4	15
Total ³		19 770	91,6	-	Total ³		19 890	90,3	-
Monde, non compris les échanges intra-UE ³		21 579	100,0	7	Monde, non compris les échanges intra-UE ³		22 036	100,0	7

(1) Estimations du Secrétariat.

(2) Les importations sont évaluées sur une base f.a.b. (franco à bord).

(3) Y compris les réexportations importantes ou les importations destinées à la réexportation.

Source : OMC-CNUCED.

Tableau 3 de l'appendice : Principaux exportateurs et importateurs de services commerciaux, 2025

(Milliards de dollars et pourcentage)

Rang	Exportateurs	Valeur	Part	Variation annuelle en %	Rang	Importateurs	Valeur	Part	Variation annuelle en %
1	États-Unis d'Amérique	1 209	12,7	8	1	États-Unis d'Amérique	870	10,0	7
2	Royaume-Uni	722	7,6	12	2	Chine	621	7,1	2
3	Irlande	566	5,9	8	3	Allemagne	588	6,8	8
4	Chine	509	5,3	15	4	Irlande	536	6,2	17
5	Allemagne	502	5,3	8	5	Royaume-Uni	451	5,2	10
6	Singapour	422	4,4	6	6	Singapour	385	4,4	5
7	France	422	4,4	5	7	France	361	4,2	6
8	Inde	415	4,3	11	8	Pays-Bas	339	3,9	9
9	Pays-Bas	381	4,0	10	9	Inde	277	3,2	3
10	Espagne	252	2,6	15	10	Japon	263	3,0	8
11	Japon	240	2,5	7	11	Suisse	210	2,4	3
12	Suisse	191	2,0	5	12	Corée, République de	183	2,1	8
13	Émirats arabes unis ¹	191	2,0	6	13	Italie	174	2,0	9
14	Canada	171	1,8	2	14	Belgique	174	2,0	6
15	Italie	168	1,8	9	15	Canada	168	1,9	1
16	Luxembourg	157	1,6	5	16	Suède	144	1,7	15
17	Belgique	157	1,6	6	17	Danemark	130	1,5	4
18	Corée, République de	149	1,6	6	18	Espagne	126	1,5	14
19	Suède	135	1,4	11	19	Luxembourg	126	1,5	8
20	Danemark	129	1,3	0	20	Arabie saoudite, Royaume d'	125	1,4	7
21	Pologne	127	1,3	8	21	Émirats arabes unis ¹	120	1,4	4
22	Türkiye	122	1,3	5	22	Australie	114	1,3	6
23	Hong Kong, Chine	117	1,2	8	23	Brésil	102	1,2	1
24	Autriche	103	1,1	7	24	Autriche	96	1,1	6
25	Israël	91	1,0	9	25	Hong Kong, Chine	94	1,1	5
26	Australie	91	1,0	9	26	Fédération de Russie	93	1,1	16
27	Thaïlande	77	0,8	8	27	Pologne	85	1,0	13
28	Portugal	69	0,7	10	28	Taipei chinois	77	0,9	9
29	Arabie saoudite, Royaume d'	66	0,7	9	29	Thaïlande	76	0,9	4
30	Malaisie	64	0,7	21	30	Mexique	75	0,9	5
Total ³		8 015	83,9	-	Total ³		7 182	82,7	-
Monde		9 555	100,0	8	Monde		8 688	100,0	7

(1) Estimations du Secrétariat. Données trimestrielles non disponibles.

Notes : Estimations préliminaires fondées sur les statistiques trimestrielles. Pour un certain nombre d'économies, les chiffres sont des estimations du Secrétariat. Davantage de données sont disponibles à l'adresse <http://stats.wto.org/> et sur la Plate-forme de données sur le commerce mondial des services.

Source : OMC-CNUCED.

Tableau 4 de l'appendice : Principaux exportateurs et importateurs de services commerciaux, à l'exclusion du commerce intra-UE, 2025

(Milliards de dollars et pourcentage)

Rang	Exportateurs	Valeur	Part	Variation annuelle en %	Rang	Importateurs	Valeur	Part	Variation annuelle en %
1	Exportations extra-UE	1 763	22,7	6	1	Importations extra-UE	1 606	22,6	10
2	États-Unis d'Amérique	1 209	15,6	8	2	États-Unis d'Amérique	870	12,2	7
3	Royaume-Uni	722	9,3	12	3	Chine	621	8,7	2
4	Chine	509	6,6	15	4	Royaume-Uni	451	6,3	10
5	Singapour	422	5,4	6	5	Singapour	385	5,4	5
6	Inde	415	5,3	11	6	Inde	277	3,9	3
7	Japon	240	3,1	7	7	Japon	263	3,7	8
8	Suisse	191	2,5	5	8	Suisse	210	2,9	3
9	Émirats arabes unis ¹	191	2,5	6	9	Corée, République de	183	2,6	8
10	Canada	171	2,2	2	10	Canada	168	2,4	1
11	Corée, République de	149	1,9	6	11	Arabie saoudite, Royaume d'	125	1,8	7
12	Türkiye	122	1,6	5	12	Émirats arabes unis ¹	120	1,7	4
13	Hong Kong, Chine	117	1,5	8	13	Australie	114	1,6	6
14	Israël	91	1,2	9	14	Brésil	102	1,4	1
15	Australie	91	1,2	9	15	Hong Kong, Chine	94	1,3	5
16	Thaïlande	77	1,0	8	16	Fédération de Russie	93	1,3	16
17	Arabie saoudite, Royaume d'	66	0,8	9	17	Taipei chinois	77	1,1	9
18	Malaisie	64	0,8	21	18	Thaïlande	76	1,1	4
19	Mexique	64	0,8	2	19	Mexique	75	1,0	5
20	Taipei chinois	64	0,8	9	20	Norvège	72	1,0	8
21	Norvège	62	0,8	8	21	Malaisie	64	0,9	14
22	Philippines	52	0,7	1	22	Indonésie	63	0,9	9
23	Brésil	51	0,7	8	23	Türkiye	58	0,8	6
24	Fédération de Russie	46	0,6	9	24	Israël	51	0,7	15
25	Macao, Chine	44	0,6	6	25	Viet Nam	40	0,6	15
26	Indonésie	43	0,5	10	26	Philippines	38	0,5	2
27	Égypte	34	0,4	19	27	Argentine	31	0,4	38
28	Maroc	32	0,4	17	28	Koweït, État du	29	0,4	6
29	Viet Nam	30	0,4	30	29	Qatar	28	0,4	-13
30	Qatar	22	0,3	-25	30	Iraq	28	0,4	-7
Total		7 154	92,1	-	Total		6 411	90,0	-
Monde, non compris les échanges intra-EU		7 772	100,0	8	Monde, non compris les échanges intra-EU		7 120	100,0	7

(1) Estimations du Secrétariat. Données trimestrielles non disponibles.

Note : Estimations préliminaires fondées sur les statistiques trimestrielles. Pour un certain nombre d'économies, les chiffres sont des estimations du Secrétariat. Davantage de données sont disponibles à l'adresse <http://stats.wto.org/> et sur la Plate-forme de données sur le commerce mondial des services.

Source : OMC-CNUCED.

Tableau 5 de l'appendice : Principaux exportateurs et importateurs de services fournis par voie numérique, 2025

(Milliards de dollars et pourcentage)

Rang	Exportateurs	Valeur	Part	Variation annuelle en %	Rang	Importateurs	Valeur	Part	Variation annuelle en %
1	États-Unis d'Amérique	815	15,5	10	1	États-Unis d'Amérique	490	11,2	8
2	Royaume-Uni	552	10,5	13	2	Irlande	466	10,7	18
3	Irlande	463	8,8	8	3	Allemagne	297	6,8	9
4	Inde	328	6,2	18	4	Royaume-Uni	264	6,0	11
5	Allemagne	308	5,9	10	5	Pays-Bas	213	4,9	8
6	Chine	245	4,7	11	6	Singapour	206	4,7	8
7	Singapour	234	4,5	10	7	France	189	4,3	5
8	Pays-Bas	232	4,4	9	8	Japon	178	4,1	8
9	France	213	4,1	4	9	Chine	166	3,8	0
10	Luxembourg	141	2,7	12	10	Suisse	148	3,4	5
11	Suisse	134	2,5	6	11	Inde	125	2,9	4
12	Japon	127	2,4	7	12	Luxembourg	103	2,4	14
13	Belgique	99	1,9	7	13	Belgique	97	2,2	6
14	Espagne	94	1,8	15	14	Suède	97	2,2	17
15	Canada	92	1,8	0	15	Canada	91	2,1	1
16	Suède	91	1,7	12	16	Corée, République de	89	2,0	11
17	Corée, République de	75	1,4	10	17	Italie	88	2,0	13
18	Israël	75	1,4	13	18	Espagne	65	1,5	15
19	Italie	71	1,3	10	19	Danemark	50	1,1	-1
20	Pologne	59	1,1	9	20	Brésil	48	1,1	6
21	Hong Kong, Chine	55	1,0	12	21	Pologne	47	1,1	14
22	Autriche	42	0,8	8	22	Autriche	45	1,0	7
23	Danemark	42	0,8	5	23	Australie	44	1,0	9
24	Taipei chinois	33	0,6	14	24	Thaïlande	35	0,8	3
25	Émirats arabes unis	33	0,6	10	25	Mexique	34	0,8	2
26	Brésil	32	0,6	10	26	Arabie saoudite, Royaume d'	33	0,8	-2
27	Finlande	29	0,6	5	27	Indonésie	31	0,7	14
28	Australie	26	0,5	14	28	Taipei chinois	30	0,7	6
29	Philippines	24	0,5	6	29	Norvège	29	0,7	11
30	Roumanie	24	0,5	17	30	Hong Kong, Chine	29	0,7	8
Total		4 789	91,1	-	Total		3 826	87,6	-
Monde		5 259	100,0	10	Monde		4 366	100,0	9

Note : Davantage de statistiques sont disponibles sur la Plate-forme de données sur le commerce mondial des services (https://www.wto.org/french/res_f/statis_f/gstdh_digital_services_f.htm).

Source : Estimations de l'OMC.

Bibliographie

Abbas, W. (2026), « Over 40,000 flights cancelled across Middle East due to regional war », *Khaleej Times*, 9 mars 2026. Adresse consultée : <https://www.khaleejtimes.com/business/aviation/over-40000-flights-cancelled-across-middle-east-due-to-regional-war>.

Auboin, M. et Borino, F. (2022), « Applying import-adjustment demand methodology to trade analysis during the Covid-19 crisis: What do we learn? », document de travail de l'OMC n° ERSD-2022-08, Organisation mondiale du commerce. Adresse consultée : <https://doi.org/10.30875/25189808-2022-8>.

Brotto, A., Exton, O., Gonciarz, T., Jakubik, A., Ruta, M., et Verbeet, T. (2026), « Methodology Note for the WTO-IMF Tariff Tracker », *Tariff and Trade Data Portal*, 18 mars 2026. Adresse consultée : <https://ttd.wto.org/en/reports/tariff-actions>.

Bussière, M., Callegari, G., Ghironi, F., Sestieri, G. et Yamano, N. (2013), « Estimating trade elasticities: Demand composition and the trade collapse of 2008-2009 », *American Economic Journal: Macroeconomics*, 5(3), pages 118-151. Disponible à l'adresse suivante : <http://dx.doi.org/10.1257/mac.5.3.118>.

Byrne, D. M. et Pinto, E. P. (2015), « The recent slowdown in high-tech equipment price declines and some implications for business investment and labor productivity », *FEDS Notes*, Conseil des gouverneurs du Système de la Réserve fédérale, 26 mars. Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.17016/2380-7172.1512>.

Carpinelli, L., Natoli, F. et Taboga, M. (2026), « Artificial intelligence and the US economy: An accounting perspective on investment and production », *arXiv preprint*, arXiv:2601.11196. Disponible à l'adresse suivante : <https://arxiv.org/abs/2601.11196>.

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) (2026), « Global foreign investment up 14% in 2025, with growth concentrated in developed economies », 20 janvier 2026. Disponible à l'adresse suivante : <https://unctad.org/news/global-foreign-investment-14-2025-growth-concentrated-developed-economies>.

Drevinskas, E., Ng Shing, E. et Yu, D. (2023), « Les principales tendances du commerce mondial révélées par un nouveau système de classification », *blog de l'OMC* du 14 juillet 2023, Genève : OMC. Disponible à l'adresse suivante : https://www.wto.org/french/blogs_f/data_blog_f/blog_dta_14jul23_f.htm.

Fonteneau, F. et al. (2025), « Advancing the measurement of investments in artificial intelligence », *OECD Artificial Intelligence Papers*, n° 47, Éditions OCDE, Paris. Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1787/13e0da2f-en>.

Gonciarz, T. et Verbeet, T. (2025), « Significance of most-favoured-nation terms in global trade: A comprehensive analysis », document de travail de l'OMC n° ERSD-2025-02, Genève : OMC, 15 janvier 2025. Disponible à l'adresse suivante : https://www.wto.org/english/res_e/reser_e/ersd202502_e.htm.

Görg, H. et Görlich, D. (2011), « Trade and labour market outcomes in Germany », *OECD Trade Policy Working Papers*, n° 125, Paris : Éditions OCDE. Disponible à l'adresse suivante : <http://dx.doi.org/10.1787/5kg3nh94z5r8-en>.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2026), « Venture capital investments in artificial intelligence through 2025 », *OECD Policy Briefs*, n° 50, Paris : Éditions OCDE. Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1787/a13752f5-en>.

Organisation mondiale du commerce (OMC) (2025), *Rapport sur le commerce mondial 2025 : Concilier commerce et IA dans l'intérêt de tous*, Genève : OMC. Disponible à l'adresse suivante : https://www.wto.org/french/res_f/publications_f/wtr25_f.htm.

Université de commerce international et d'économie (UIBE), Banque asiatique de développement (BAsD), Institut des économies en développement – Organisation japonaise du commerce extérieur (IDE-JETRO), Forum économique mondial (WEF) et Organisation mondiale du commerce (OMC) (2025), *Global Value Chain Development Report 2025 – Rewiring GVCs in a Changing Global Economy*, Beijing, Manille, Chiba et Genève : UIBE, BAsD, IDE-JETRO, WEF et OMC. Disponible à l'adresse suivante : https://www.wto.org/english/res_e/publications_e/gvcreport2025_e.htm.

Valverde, D. (2025), « Mexico's AI Market to Hit US\$450 Million in 2025 », *Mexico Business News*, 31 mars 2025. Disponible à l'adresse suivante : <https://mexicobusiness.news/cloudanddata/news/mexicos-ai-market-hit450-million-2025>.

Ressources utiles

Données de l'OMC – Renseignements sur le commerce et les mesures de politique commerciale

<https://data.wto.org/fr/>

Ce portail permet d'accéder à une sélection de bases de données essentielles contenant des statistiques et des renseignements sur diverses mesures liées au commerce.

WTO Stats

stats.wto.org

Un portail de données facile à utiliser qui permet d'accéder à une grande variété d'indicateurs statistiques de l'OMC sur le commerce international, les droits de douane, les mesures non tarifaires et d'autres indicateurs.

Plate-forme de données sur le commerce mondial des services

https://www.wto.org/french/res_f/statis_f/services_trade_data_hub_f.htm

Cette plate-forme donne accès à des données exhaustives sur le commerce des services et permet aux utilisateurs de personnaliser les données en fonction de leurs besoins.

Statistiques du commerce mondial

www.wto.org/wts24

Les Statistiques du commerce mondial donnent des indications essentielles sur les tendances du commerce mondial en 2025.

Plate-forme de l'OMC sur les données tarifaires et commerciales

ttd.wto.org

Portail de données contenant des données tarifaires et commerciales officielles détaillées, y compris des données sur les mesures tarifaires.

Organisation mondiale du commerce

Rue de Lausanne 154

CH-1211 Genève 2

Suisse

Tél. : +41 (0)22 739 51 11

Publications de l'OMC

Courriel : publications@wto.org

www.wto.org

ISBN (version imprimée) 978-92-870-9096-6

ISBN (version électronique) 978-92-870-9091-1

Imprimé par l'Organisation mondiale du commerce.

© Organisation Mondiale du Commerce 2026.

Rapport conçu par Triptik Design Graphique.

La publication « Perspectives du commerce mondial et statistiques » de l'OMC présente les prévisions du Secrétariat de l'Organisation concernant le commerce mondial pour 2026 et 2027. Elle contient des données relatives au commerce des marchandises et au commerce des services commerciaux ventilées par secteur et par région, ainsi que des renseignements détaillés sur les principales nations commerçantes. Un chapitre analytique examine l'importance continue du traitement de la nation la plus favorisée pour le commerce mondial. La publication du rapport coïncide avec celle des dernières statistiques commerciales trimestrielles et annuelles de l'OMC, qui peuvent être téléchargées à partir de la base de données en ligne de l'Organisation à l'adresse suivante : <https://stats.wto.org>.

